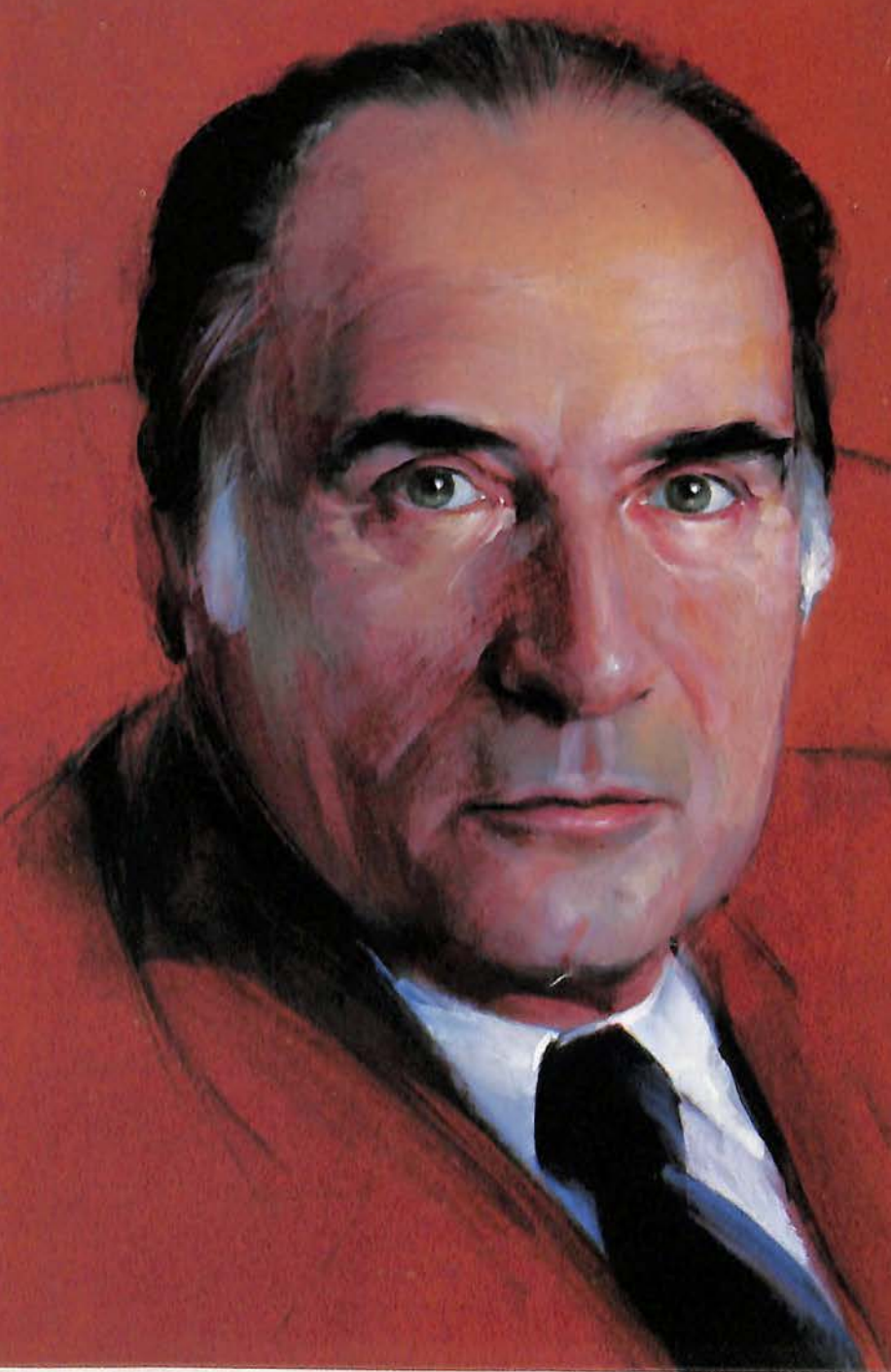


HEBDOMADAIRE D'INFORMATION / 11-17 MAI 1981

le point

LE PRESIDENT



FRANÇOIS MITTERRAND

M2405/451/8 F

Un autre vent se lève



PAR CLAUDE IMBERT

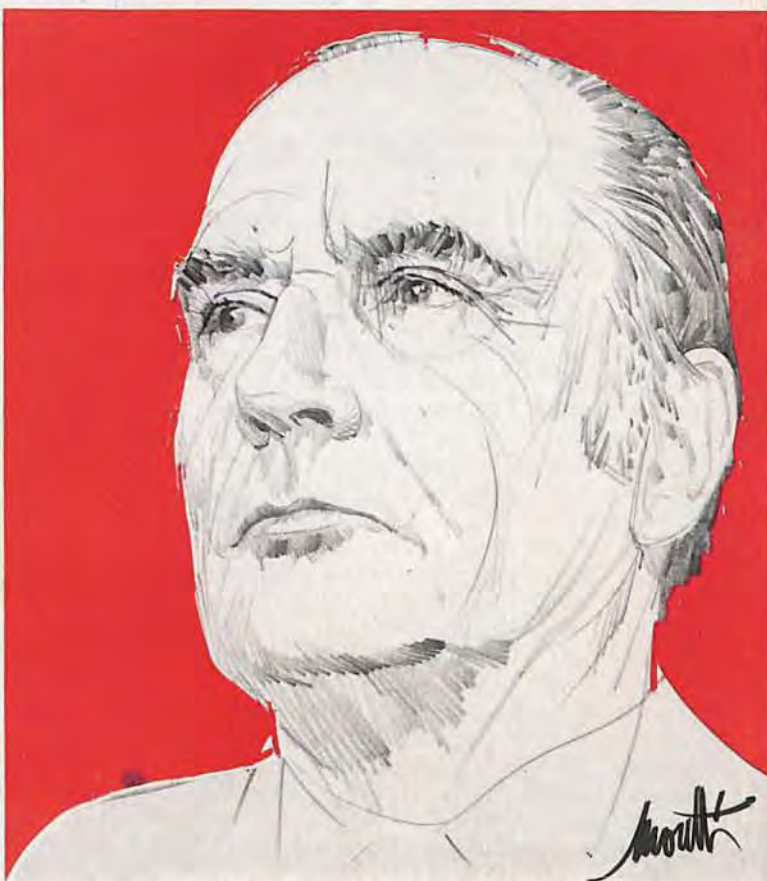
Changement ! Vous disiez changement ? Nous voilà servis : ce changement-ci, pour le coup, fera date, date historique. Le pouvoir change d'hommes, de méthodes, de programme, d'allure, d'idées. Changement d'acteurs, de décor et peut-être de pièce ! Ce n'est qu'un changement de Président et l'on dirait un changement de régime. Sinon qu'on ne sait encore, des deux, quel est l'ancien.

Toute une époque s'évanouit dans les vivats des uns, la tristesse des autres. Pour beaucoup de « 40 ans » et plus qui se souviennent avec reconnaissance du retour de Charles de Gaulle dans une France éreintée, l'apparition au perron de l'Élysée de son ennemi intime — le plus endurant rejeton de la IV^e République — c'est la seconde mort du Général.

Chez ces nostalgiques, quelques larmes coulaient dimanche, sur le lincoln d'une « certaine idée de la France ». Mais pleuraient-ils sur la « restauration » d'une France volage et médiocre ou sur leur propre passé, qui a pris dimanche un coup de vieux ? De ces temps révolus, les gaullistes de fondation, depuis quelque temps déjà, témoignaient d'ailleurs, prémonitoirement, comme des vestiges d'une ère défunte : vaincus aujourd'hui par Mitterrand mais écartés avant-hier par Giscard, effacés hier par Chirac, ils promenaient déjà, autour de Michel Debré, des silhouettes désuètes et pathétiques de demi-soldes...

Un autre vent se lève. Vent d'autan, vent d'antan ? Nous verrons... Toute une partie de la nation, écartée depuis vingt ans du pouvoir, s'illumine. Et une nouvelle jeunesse qui n'a rien connu du « Grand Charles » exulte aujourd'hui autour d'un chevalier à la rose rassis, blanchi sous les échecs et la longue patience, et qui parle, lui, à la France d'une « certaine idée de la gauche ».

Et pourtant ! Est-ce bien une gauche unie, fraîche et joyeuse, requinquée après vingt-trois ans d'échecs, qui nous a conquis de haute lutte ce « changement » qu'elle n'imaginait pas il y a seulement six mois ? Ou serait-ce plutôt que le bel arbre majoritaire mis en terre par de Gaulle, taillé par Pompidou, émondé — trop émondé — par Giscard, soudain s'est étioilé, envahi par les ronces, pour laisser fleurir le rosier de François Mitterrand ? Le bonheur et l'orgueil naturels qui éclatent, depuis dimanche, dans le parti de la rose ne masqueront pas longtemps que cette



élection fut, si l'on peut dire, plus perdue par les uns que gagnée par les autres. En fait, une opinion désenchantée vient de tourner poliment mais carrément le dos à une majorité exténuée par son âge et sa division plutôt qu'elle n'a porté au pinacle une gauche nouvelle et sûre de son avenir.

Ce vent du changement — mot magique, plein et creux — qui jadis gonflait la jeune voile de VGE, a donc tourné et démâté sa barque. Contre la crise économique impitoyable qui ravage l'Europe, VGE n'a pas voulu, pu ou su trouver un style politique, rutilant, populaire, cordial, bref, propre à





séduire un pays encore largement émotif et qui aime être aimé. Il a parlé et agi pour le Bas-Rhin (VGE : 65 %), mais toute la France n'est pas faite comme le Bas-Rhin. Il eût fallu, dans cette crise, un médecin de famille énergique, mais compatissant, chaleureux, et « remontant ». Nous avons trouvé à notre chevet un grand patron de faculté doublé, avec Barre, d'un chef de clinique plutôt condescendant. Tout autour, un air confiné, stérilisé. Ils ont soigné, non sans compétence, mais avec des médecines arides, des ordonnances sèches, des airs doctes. Et sans mesurer l'impopularité violente, énorme — injuste peut-être dans cet excès — qui montait autour d'eux. Bonne technique, médiocre politique. Sept ans encore de cette médecine ? Cela parut trop : on vient de changer de médecin. Le nouveau, lui, s'apitoie, nous promet d'indolores thérapeutiques : l'homéopathie surtout, les plantes, les simples, et il est aussi un peu rebouteux. Pour changer, ça change !

En démocratie, le changement — qui est du côté de la vie — n'est pas, en soi, un péché. Bien au contraire. Les peuples civilisés ont besoin de changer d'air, de renouveler leur musée Grévin politique, d'éviter aux maîtres qu'ils se donnent de se sentir héréditaires. Et, en vingt-trois ans, sous des équipes presque immuables, notre société politique a, en profondeur, changé. Beaucoup changé. Voyez plutôt : le chômage et l'inflation auraient, en d'autres temps, avivé les tensions centrifuges. Mais que manifeste, sous nos yeux, l'électorat français ? Il réduit au contraire ses disparités idéologiques. L'extrême droite est inexistante. Et, à l'autre bord, le Parti communiste, que la « crise du capitalisme » aurait pu redorer, fait un « four » historique.

Or — c'est le piquant de cette élection — ce lent mouvement de notre société politique vers le centre, que VGE prédit et encourage depuis des lustres, voici qu'il profite à qui ? A Mitterrand ! Un Mitterrand dont le lyrisme à l'ancienne n'inquiète plus, ou inquiète moins dès lors que, justement, le PC le rejette, quoi qu'il en ait, au centre. Et son aïeuse même l'aura, dans ce nouvel habit « tranquille », plutôt servi.

Second paradoxe : ce Mitterrand, poussé quasiment malgré lui au centre, n'abandonnera pourtant pas de gaieté de cœur sa stratégie d'union de la gauche, ni l'essentiel d'un programme qui reste plus collectiviste que social-démocrate. Lui qui affectionnait dans sa campagne le flou, il fut, au débat télévisé avec VGE, étonnamment clair : nationalisations, stratégie d'union de la gauche pour les législatives... Il annonçait sans sourciller la couleur. Mais son nouvel électoralat modéré, telle était parfois sa détestation du giscardisme, ne voulait ni voir ni entendre. Cet électoralat se disait, se dit — comme la Bourse il y a huit jours — que Mitterrand, sous l'influence d'un Rocard, d'un Delors, d'un Cheysson, n'appliquera pas le programme qu'il annonce, que les législatives d'ailleurs le contraindront de gouverner au centre, bref, qu'il fera autrement qu'il ne dit. Ce socialiste, il est vrai, porte plus d'un chapeau. Large est le spectre de la rose ! Seulement voilà : et si Mitterrand faisait ce qu'il a dit ? Et si la gauche — PC-PS réunis — gagnait les législatives ?

On mesurerait alors quelle faille béante avaient créée la division majoritaire et la percée d'un RPR trop longtemps humilié et mésestimé par le pouvoir. Et ce jour — fatal à l'héritage gaulliste — où VGE et Chirac, ces deux amis de fortune, commencèrent de se déprendre avant de se détester.

Non, certes, que le programme chiraquien ne soit aux antipodes du socialiste. Non, certes, que Chirac n'ait appelé, par deux fois, à battre Mitterrand. Mais les élections présidentielles ne se gagnent pas seulement avec des programmes ou des consignes de leaders. Et depuis que Jacques Chirac avait claqué la porte du pouvoir, la majorité trimbalait, jusque dans nos plus paisibles provinces, un joli panier de bisbilles, assorties — soyons juste ! — de quelques grandes querelles. Dans son face-à-face télévisé avec VGE, Mitterrand a cité dix fois Chirac à la rescousse. Combien d'électeurs chiraquiens auront, dimanche, commis l'adultère socialiste ou se seront esbignés vers l'abstention pour le seul plaisir de berner VGE ? Combien d'électeurs socialistes — rocardisés ou non — rêvent déjà d'une nouvelle majorité appuyée au centre ?

Tout Président — et surtout s'il apporte une telle nouveauté — dispose, en effet, d'un certain délai de grâce, qui peut être simplement d'observation ou de curiosité. Il peut escompter que l'ancienne majorité respectera la règle démocratique de l'élection comme la gauche le fit. Il peut surtout tabler sur la force de l'institution présidentielle gaullienne dont il combattit âprement le principe et dont il appréciera les vertus. Ce fauteuil élyséen qu'il jugeait « monarchique », cet homme de gauche au tempérament de droite, secret et autoritaire, l'occupera sans malaise, et gageons qu'il le trouve aujourd'hui fort « républicain ». Il peut enfin recueillir les fruits — encore verts — de sa victoire sur le Parti communiste. Le mérite en revient à lui seul, et à cette stratégie acrobatique qu'il sut imposer à son propre parti.

Reste qu'avant de gouverner vraiment et de savoir au juste ce qu'il va faire (nationalisations et branle-bas marxisant comme il dit le souhaiter, ou réformisme social-démocrate comme il s'en accommoderait ?) il lui faut trouver une majorité. Ce ne sera pas, comme prévu, si simple. Sur sa gauche, le PC est affaibli, mais pas mort : comme « il ne peut trouver parmi ces pâles roses une fleur qui ressemble à son rouge idéal », Marchais va se démener et, il nous en a prévenus, il ne « roule pas gratis ». Sur sa droite, le bouillant Chirac rameutera la majorité groggy, sans attendre qu'un autre leader majoritaire (Barre, voire Giscard lui-même) lui fasse de l'ombre. Dures législatives en perspective pour le tout proche temps des cerises !

Lorsque Mitterrand, en 1957, participait au pouvoir, la France était en Europe un pays souffreteux et, selon les cas, plaint ou déconsidéré. Le nouveau Président — endurant pèlerin d'un interminable désert — retrouve vingt-quatre ans plus tard une France honorable, jouissant dans les grandes nations de l'Ouest comme de l'Est d'un convenable crédit, disposant d'une défense respectée et d'un programme énergétique partout envié. Elle a du moins, dans ses difficultés, évité l'asthénie d'une Grande-Bretagne paralysée par une socialisation abusive et les malheurs d'une Italie épuisée par la dilution du pouvoir.

La droite, dans son pessimisme naturel, aperçoit déjà sous les pas du nouveau septennat ces deux pentes également mauvaises. La gauche, dans son optimisme naturel, fait confiance à sa jeunesse, à la maturité et à la santé du corps social français. Au *Point*, où nous préférons observer que prédire, constatons pour le moment — et par simple méthode — que le pire n'est pas toujours sûr. ●

une nouvelle présidence

Vingt-trois ans après que le général de Gaulle l'eut fondée, François Mitterrand devient président de la V^e République. Il met ainsi la gauche et les institutions à l'épreuve. C'est un tournant historique.

Selon Péguy, l'histoire est faite de « périodes » et « d'époques ». Nous voici, avec l'élection de François Mitterrand, à une « époque » de notre histoire, un moment d'autant plus extraordinaire qu'il accumule les contradictions. La gauche a été très rarement au pouvoir en France : l'y voici, alors qu'elle est plus divisée que jamais ; l'alternance joue pour la première fois sous la V^e République, si bien que le nouveau Président va disposer des très larges pouvoirs prévus par un régime qu'il a féroce ment combattu ; l'élection d'un Président socialiste va à l'encontre du courant libéral qui prédomine dans les démocraties occidentales depuis quelques années. Enfin, les obstacles qui se dressent devant le nouvel élu sont innombrables : il n'a pas de majorité parlementaire et n'est pas sûr d'en trouver une ; l'héritage économique qu'il reçoit est la croissance zéro, une inflation à 13 % et 1 700 000 chômeurs. Or on lui demandera de faire mieux alors que le problème est d'abord de ne pas faire pis. Au total, le choc qui secoue aujourd'hui la France n'a pas eu d'exemple depuis près d'une génération.

« Je ne serai pas l'héritier du général de Gaulle, je serai son successeur lointain », disait François Mitterrand lors de la campagne du premier tour. « Un

successeur ? Quelle blague ! Un adversaire, oui... », avaient aussitôt grogné giscardiens et gaullistes déchaînés. Et dans la campagne du second tour, pour rameuter l'électorat RPR, VGE avait rappelé cette séance du 1^{er} juin 1958 où de Gaulle était venu seul au Palais-Bourbon pour recueillir l'investiture de la dernière Assemblée d'une IV^e République autant vaincue par ses carences que par la rébellion des généraux d'Alger. Alors, sur les travées du centre gauche, un homme jeune, aux cheveux noirs, au teint pâle, s'était levé et avait clamé son refus de s'en remettre à un sauveur, fût-il de Gaulle. En un discours, il scellait ainsi son destin : lui qui n'était encore qu'un quelconque politicien devenait l'adversaire numéro un du général de Gaulle et de son régime. Puisque l'ambition du fondateur de la V^e République était immense, la sienne essaierait de l'égaliser ; et puisque le combat qui commençait devait être fatalement celui du gaullisme et de la gauche, il serait le chef de cette gauche dont la victoire, un jour, passerait soit par la transformation du PC, soit par son abaissement.

Un long combat de vingt-trois ans, fait d'échecs et de succès, d'aveuglements tenaces et de fulgurantes intuitions. Nous voici à son terme, et peu importe dès lors les querelles de filiation. Qu'il soit enfant prodige ou captateur d'héritage, François Mitterrand, toutes choses égales, en est aujourd'hui exactement au point où se trouvait de Gaulle en 1958 : il doit dissoudre l'Assemblée, il doit accoucher une majorité nouvelle, il doit surtout faire la preuve qu'il est apte, dans les jours de drame mais aussi dans les jours ordinaires, à diriger le pays. A 64 ans, il doit passer des frissons du discours à l'austérité des affaires. Simplement, il n'a pas de nouvelle Constitution à inventer.

On sait que les « expériences » de gauche en France au XX^e siècle ont été caractérisées par leur extrême rareté et par leur brièveté. Sans doute, cette infirmité de la gauche à conquérir le pouvoir puis à le conserver tient-elle depuis 1920 à la rivalité fratricide qui oppose le PS et le PC. Mais cette rivalité, qui a tant de conséquences, n'est pas non plus le fruit d'un hasard : ni latins ni anglo-saxons, les Français tiennent pour révolutionnaire le moindre réforme, et du coup chantent la révolution plus qu'ils ne la font. En outre, notre tradition rurale sacralise chez nous le patrimoine, qui est le double symbole de notre conservatisme et de notre goût pour la liberté.

Pourtant, la victoire de Mitterrand le montre, ces caractéristiques doivent être sérieusement nuancées. Dans un pays qui compte plus de 80 % de

salariés, les problèmes des conditions et de la durée du travail, de la sécurité et de l'environnement prennent peu à peu le pas sur la défense du capital. Si nous sommes toujours recordmen du monde pour la possession des lingots ou des napoléons, nous découvrons, le chômage aidant, que le revenu du travail vaut bien d'autres trésors. Et si notre individualisme, fondé sur la propriété, demeure vivace, il se double aujourd'hui d'autres aspirations : par exemple, la naissance d'une nouvelle civilisation urbaine ou la modification des rapports humains dans l'entreprise.

Or, c'est sans doute parce que la majorité d'hier, usée, lassée par vingt-trois années d'exercice du pouvoir, n'a pas su regarder nos villes, nos banlieues telles qu'elles sont qu'elle a perdu ;



LIONEL JOSPIN
Le mérite d'avoir réuni...

c'est sans doute parce que le « joli » slogan de VGE « *Il faut rendre les Français propriétaires individuels de la France* » était une formule trop vieille pour la France d'aujourd'hui qu'il a été battu.

Ajoutons pour faire bon poids qu'une certaine arrogance politique et administrative des détenteurs du pouvoir a provoqué des milliers et des milliers de micro-mécontentements. Que, ces dernières années, Giscard n'a réussi à en imposer ni à l'opinion, ni à l'opposition, ni au RPR, mais seulement à une moitié de sa majorité. Que le non-renouvellement de la classe dirigeante majoritaire a entraîné un assèchement des volontés et des imaginations. Que la victoire de Mitterrand est aussi celle du Parti socialiste qu'il a créé, le plus fort électoralement que la France ait connu. Ajoutons surtout que la crise, en se prolongeant, a donné au pays le désir d'expérimenter, fût-ce en prenant des risques, une autre politique, et qu'un dernier coup de pouce du destin — l'effondrement du PC au premier tour — l'a convaincu que ces

risques étaient raisonnables... Nous avons là toutes les raisons pour lesquelles la victoire de François Mitterrand, loin d'être fortuite, correspond à un certain désir du pays.

Un certain désir... Dès aujourd'hui, gare aux ambiguïtés ! Président socialiste, François Mitterrand ne sait pas mieux que quiconque ce qu'est au juste le socialisme ; Président élu au nom du changement et misant sur un « mouvement populaire », il ne sait pas davantage ce que ce changement exige exactement en fait de transformations.

Puisque les textes ne prévoient sa prise de fonctions que pour le 24 mai, puisqu'en juin des élections législatives diront quelle est la nouvelle majorité



JACQUES DELORS
...des hommes ou des courants...

parlementaire — dont François Mitterrand, il l'a dit, tiendra compte — il nous reste quelques jours pour réfléchir, en dehors des contraintes politiciennes (voir article page 66), à la logique qui le conduit. Dans son esprit, elle repose sur trois paris.

Il doit substituer à un système s'appuyant à l'excès sur une élite trop souvent confondue de l'État, de la technocratie et de l'argent un système plus ouvert qui ne sombre pas pour autant dans la « vachardise », comme eût dit le général de Gaulle en son temps. Il doit substituer à un système politique et social bloqué, dont les principaux pôles étaient la majorité, le PC et la CGT, un système plus dynamique dont le principe ne serait plus la défiance mais la concertation. Il doit enfin équilibrer la dangereuse tendance étatique que secrètent l'idée socialiste tout comme l'esprit français par une ferme décentralisation, que le socialisme porte également en lui-même sous le nom d'autogestion.

Sur le premier point, il ne faut pas se leurrer, la victoire de François Mitter-

rand, c'est d'abord la revanche de cette moitié du pays qui s'est trouvée confinée depuis près d'un quart de siècle dans l'opposition. Une grande partie de la France pauvre, qui voudra obtenir très vite des preuves tangibles de sa victoire. Mais aussi la France des fonctionnaires, dont le sens de l'Etat se double d'une sensibilité corporative qui doit être maîtrisée. Et cette France en déclin au sud de la Loire, une France si démoralisée qu'elle est plus souvent en quête de subventions que d'action.

Heureusement, l'un des événements majeurs de cette présidentielle, c'est la « nationalisation » des voix du Parti socialiste qui sont désormais mieux réparties dans l'ensemble du pays. Et l'un des mérites de François Mitterrand est d'avoir réuni dans son parti des

Mitterrand bouleverse ces données. Voici que le cadre qui fut celui de toute une génération change. En s'appuyant sur les syndicats « réformistes » (CFDT, FO, FEN), qui sont en réalité la majorité, en forçant la CGT à suivre, François Mitterrand peut changer l'esprit des rapports entre le patronat et les syndicats, de telle façon que les chefs d'entreprise mais aussi le PC soient obligés d'entrer dans le jeu, bon gré mal gré.

Certes, la faible influence syndicale du PS constitue pour le Président un handicap — on est toujours très loin en France des schémas de la social-démocratie — mais, en même temps, il garde les mains libres. Et dans la mesure où la CGT a perdu près de 50 % de ses adhérents en trois ans et le PC 25 % de

c'est de leur solution que dépendra l'échec ou la réussite du septennat. Que le Président omette de décentraliser, et le système français continuera d'être bloqué. Qu'il décentralise trop ou en désordre, et nous risquerons de sombrer dans le chaos italien. Qu'il nationalise trop et mal, et nous changerons de système économique. Que les syndicats et le patronat ne parviennent pas à négocier de façon responsable, et le PC retrouvera vite sa force perdue. Que les syndicats se substituent au gouvernement pour décider de la politique à suivre, et la décadence, modèle britannique, est au bout du chemin.

Car la crise est là qui se moque des élections et sanctionnera aussitôt toute défaillance du nouveau pouvoir.

François Mitterrand a été onze fois ministre sous la IV^e République. A ces différents postes, il a montré un sens jaloux de son autorité, parfois une grande clairvoyance, mais le régime qu'il servait interdisait toute action continue.

Aujourd'hui, au terme d'un long parcours, où il fit preuve d'une énergie peu commune, le voici responsable de la France, et son action devra naturellement préciser tout ce que ses propos de candidat avaient d'ambigu. Il dépendra de lui que notre politique énergétique ne se résume pas en une série de moratoires frileux sur le nucléaire, que notre politique de défense ne souffre pas qu'il l'ait pendant vingt ans combattue, que notre politique étrangère n'hésite pas entre les trois pôles de sa pensée : le désarmement, l'attachement à l'Alliance atlantique et le combat pour les droits de l'homme partout où ils sont bafoués.

Homme de droit, avocat de profession, François Mitterrand, tout résistant qu'il fut, avait protesté à la Libération contre les excès de l'épuration. On saura vite s'il envisage dans un esprit de revanche ou dans un esprit d'efficacité, l'inévitable renouvellement des équipes au sommet de l'Etat. Et si, comme ses prédécesseurs, il entend faire de la télévision un instrument de « son » pouvoir ou un loyal moyen d'information.

L'Europe, enfin, va considérer d'un œil curieux, vaguement inquiet, cette France imprévisible qui remet le mot « socialisme » à l'honneur à un moment où il s'identifiait de plus en plus avec des régimes dictatoriaux et de régression. Les pays d'Europe, mais aussi d'autres nations dans le monde.

Retenons ces brefs instants. Avant que la politique ne reprenne ses droits, l'élection de Mitterrand témoigne de tout ce que notre pays conserve d'énergie, d'impatience et de rêve. Il y a dans notre peuple quelque chose d'irréductiblement singulier. ● A. CHAMBRAUD



PIERRE MAUROY

...très divers, qui ont su rester...



MICHEL ROCARD

...unis dans l'adversité.

hommes ou des courants très divers qui, de Delors à Rocard, de Rocard à Mauroy, de Mauroy à Chevènement, ont su dans l'adversité rester unis. Au contraire de Léon Blum en 1936, il ne manquera donc pas de bons experts pour signaler au Président les chausse-trapes qui le guettent. Le risque, ce n'est pas que les idées manquent : c'est qu'il y en ait trop, et que les plus clinquantes l'emportent dans l'ivresse du succès.

Le deuxième problème est celui du pouvoir. Depuis 1958, en France, il était double : d'un côté, le pouvoir politique et économique, détenu par le Président, le gouvernement et sa majorité. De l'autre, le pouvoir social et de contestation, jalousement géré par le Parti communiste et son appendice, la CGT. Le mérite de ce système était d'assurer au pays une sorte d'équilibre : aucun pouvoir ne se hasardait vraiment sur le terrain de l'autre ; mais cet équilibre était celui de la dissuasion et ne permettait que le maintien d'un anachronique statu quo.

Or voici que l'élection de François

son électorat, on peut penser qu'en ce sens jamais les conditions n'ont été meilleures pour que ce pays passe d'un stade primitif à un stade plus moderne des rapports sociaux.

Enfin, face au péril étatique, François Mitterrand n'a qu'une arme, mais qui peut être décisive, c'est celle de la décentralisation politique, économique, administrative. Certes, au cours de sa campagne, le candidat socialiste avait repris la formule du sociologue Michel Crozier : « On ne change pas la société par décrets. » Mais il n'a pas renoncé, s'il le peut, à nationaliser des entreprises par la loi. Ce serait donc une grande surprise si le socialisme à la française, signifiait, mieux que le libéralisme de Giscard, une diffusion des responsabilités et non de l'irresponsabilité.

Tels sont les problèmes de fond qui se posent à François Mitterrand. Ils peuvent paraître abstraits et secondaires par rapport à ceux que suscitent l'absence de majorité parlementaire ou l'action du PC ; mais, à long terme,



Le premier mot de Mitterrand : « Quelle histoire ! »

A 18 h 28, Mitterrand apprenait sa victoire grâce au Point. A 20 heures, c'était l'explosion de joie au PS. A 20 h 15 VGE adressait ses vœux au nouveau Président.

Il était « président » pour les anciens de la FGDS, « Monsieur » pour la plupart de ses collaborateurs, « François » pour quelques intimes, qui d'ailleurs évitaient même de l'appeler par son prénom en public. Le voilà désormais pour tous « Monsieur le Président ». En apprenant dimanche soir à Château-Chinon que les Français l'avaient élu chef de l'État, François Mitterrand n'a pas cillé.

Il est exactement 18 h 28 dans la salle à manger de l'hôtel du Vieux Morvan quand le candidat socialiste apprend de Danièle Molho (du *Point*), la première estimation de l'Ifop, établie à partir d'un échantillon des résultats des premiers bureaux de vote. « *L'Ifop vous donne gagnant à 52-53 %* », lui dit-elle. « *Ça vaut mieux comme ça qu'autrement* », répond simplement François Mitterrand... Et voilà que celui qui n'est encore qu'un candidat à la présidence reprend paisiblement sa conversation sur les phénomènes de pluviosité dans le Morvan ! Quelques minutes plus tard, alors qu'il sort de sa chambre — la n° 7, une chambre à deux lits jumeaux avec des couvre-lits verts — il apprend les nouvelles estimations qui ne font que confirmer les premières. « *C'est bien, dit-il. En 1974, l'Ifop ne s'était trompé que de 0,3 %.* » Puis, après un bref silence : « *Quelle histoire !* »

Sang-froid, maîtrise de soi, certitude intérieure, le leader socialiste — costume beige, chemise bleue, cravate sombre — est resté impassible. Un bref éclat dans le regard, peut-être, mais pas le moindre geste de jubilation.

Chez ses amis, en revanche, réunis avec lui une nouvelle fois dans cet hôtel du Vieux Morvan, théâtre de tant d'échecs, quels applaudissements, quels cris de joie, surtout quand toutes les télévisions et toutes les radios annoncent la victoire ! Il y a là, pêle-mêle, les proches, les militants, la famille : François de Grossouvre, Guy Ligier, le comédien Roger Hanin et sa femme, Christine Gouze-Renal, Eugène Teis-

seire, l'industriel Jean Riboud, Irène Dayan, sa secrétaire Marie-Claire Papegay, Pierre Joxe, Louis Mermaz, Robert Mitterrand, le frère du nouveau Président... On applaudit, on s'embrasse, on pleure, on rit. Tout le monde est sous le choc. Pierre Joxe est tellement ému qu'il en est presque paralysé. « *Je comprends enfin le sens de la formule "avoir des semelles de plomb".* » Jean Chevrier, l'un des deux patrons de l'hôtel, est, lui, tellement bouleversé qu'il éclate en sanglots, balbutiant : « *Est-ce vrai ? Est-ce sûr ?* »

Dans cette effervescence, seul François Mitterrand paraît un peu ailleurs. Certes, il participe de bon cœur à cette fête à la fois familiale et politique, mais, rapidement, il se retire dans sa chambre pour rédiger la déclaration qu'il fera tout à l'heure. Sa réserve, ou sa distance naturelle, semble s'être accrue comme si soudain le leader socialiste, devenu président de la République, mesurait la distance entre l'animation d'un parti et la représentation de la France. Chacun d'ailleurs le mesure quand, à 22 h 20, dans la mairie comble de Château-Chinon, le nouveau chef de l'État s'adresse pour la première fois aux Français. Il n'est ni le challenger qui ferrailait il y a quelques jours encore contre Giscard ni le tribun qui, l'avant-veille, haranguait ses supporters nantais. D'emblée, il se présente en rassembleur : « *Cette victoire, dit-il, est d'abord celle des forces de la jeunesse, des forces du travail, des forces de création, des forces du renouveau qui se sont rassemblées dans un grand élan national pour l'emploi, la paix, la liberté, thèmes qui furent ceux de ma campagne présidentielle et qui demeureront ceux de mon septennat. [...] Je mesure le poids de l'histoire, sa rigueur, sa grandeur ; seule la communauté nationale entière doit répondre aux exigences du temps présent. J'agirai avec résolution pour que, dans la fidélité à mes engagements, elles trouvent le chemin des réconciliations nécessaires.* »



DIMANCHE 20 H 30 : PLACE DE LA BASTILLE
La brise de la Bastille

Et, tout de suite après, une adresse publique destinée à VGE : « *A M. Giscard d'Estaing, que je remercie de son message, j'adresse les vœux que je dois à l'homme qui, pendant sept ans, a dirigé la France. Au-delà des luttes politiques, des contradictions, c'est à l'histoire qu'il appartient maintenant de juger chacun de nos actes.* »

Il est vrai que le Président sortant, particulièrement fair play, n'a pas attendu la proclamation officielle des résultats pour prendre acte de sa défaite et féliciter son concurrent. Un quart d'heure à peine après les estimations des télévisions, il adressait ses vœux à François Mitterrand. Et dans le même temps, Raymond Barre confiait à ses collaborateurs : « *Il ne faut pas s'accrocher. Je suis prêt à partir tout de suite.* »

Digne sortie de scène. Digne entrée en scène. Comme Giscard, comme aussi le ministère de l'Intérieur, les partisans de François Mitterrand n'ont pas attendu les résultats définitifs pour saluer la victoire du candidat socialiste. Et ils n'ont pas eu des « semelles de plomb ». Au siège du Parti socialiste, à 20 heures précises, lorsque le visage de François Mitterrand apparaît sur le petit écran, tout le monde comprend et une immense clameur s'élève. On saute de joie sur place, on s'embrasse, on trépigne : « *On a gagné, on a gagné !* » Les visages sont radieux, encore un peu incrédules, cherchant la confirmation et l'assurance dans le regard et la joie des

voisins, le tout dans une cohue indescriptible. Dans la rue où sont massés les militants qui n'ont pas pu entrer, c'est l'explosion de joie.

Lionel Jospin monte seul à la tribune : « Ce 10 mai est un jour de joie, pour tous ceux qui se disaient : "Est-ce que je verrai un jour un Président socialiste ?" Ce 10 mai est un grand jour pour la démocratie. François Mitterrand a enfin autour de lui un magnifique rassemblement populaire », commente-t-il, le visage un peu figé par l'émotion. Et il invite la foule à aller fêter l'événement à la Bastille.

Au carrefour du boulevard Saint-Germain, on entame une ronde spontanée qui bloque la circulation. « Mitterrand Président », répète-t-on comme pour s'en convaincre, tandis que les automobilistes klaxonnent à l'unisson. Dans un car de CRS qui passe, le chauffeur, hilare, donne un coup de klaxon complice et serre des mains au passage. On fait le V de la victoire.

Mais voici que, comme une cérémonie bien réglée, apparaît sur le petit écran Michel Rocard. Sur les marches de sa mairie de Conflans-Sainte-Honorine, le député des Yvelines, accompagné de sa femme en bleu et blanc, commente l'œil vif et la mine réjouie la « victoire considérable » remportée par François Mitterrand. Mais, ajoute-t-il, « il y a des gens inquiets et il appartient à François Mitterrand de lever l'inquiétude ». Oubliées apparemment, ou tout au moins l'espace d'un soir, toutes les

LA FOULE A PARIS
Fête foraine et meeting

rivalités d'antan. Michel Rocard rejoint le siège du parti puis court à la Bastille.

Et voici encore Georges Marchais. Un Georges Marchais souriant, aussi peu crispé que possible, qui félicite le candidat socialiste pour sa victoire mais qui affirme que le PC « est prêt à prendre toutes ses responsabilités à tous les niveaux ». Une manière de rappeler aux socialistes et au nouveau Président qu'il n'a en rien abandonné sa volonté de voir des ministres communistes au gouvernement, même s'il n'exige pour l'instant aucune négociation. « On a gagné », crient eux aussi les militants place du Colonel-Fabien où l'on salue le champagne, et ils ajoutent aussitôt : « Des ministres communistes au gouvernement ! »

C'est demain que commenceront sans doute les difficultés. Mais dimanche soir c'est la fête, et tandis qu'à Marseille, à Lille et même à Lyon et à Bordeaux défilés et cortèges se forment spontanément aux cris de « Mitterrand Président » ou de « On a gagné ! », à Paris, bloqué par des cavalcades de voitures, des milliers de Parisiens convergent vers la place de la Bastille. Là, le maître des lieux, c'est Claude Villers, l'animateur de l'émission des « Flagrants délires » : « Merci d'être venus si nombreux pour fêter la victoire de Mitterrand. Je m'appelle Claude Villers et je viens passer la soirée avec vous.

enfant, tout entière à sa victoire, applaudit de bon cœur. Mais, dans les coulisses, la politique politicienne ne perd pas ses droits. Témoin cette conversation saisie par hasard : Pierre Juquin à Michel Rocard : « Tu en seras [du gouvernement] ? » Réponse : « Pas à n'importe quelle condition. »

Ailleurs dans Paris, cortèges, concerts d'avertisseurs. Quelques incidents parfois avec des partisans de VGE, mais sans gravité. Il est vrai que la police a pris toutes les précautions :

LIONEL JOSPIN, ROSE AU POING
L'explosion de joie



MICHEL ROCARD
AU MICRO
ET (à dr.)
PIERRE JUQUIN
AU MEETING
DE LA PLACE
DE LA BASTILLE

Nous attendons 250 000 à 300 000 personnes, nous avons improvisé cette soirée et parmi les invités : Coluche, Yvan Dautin, Jean-Louis Trintignant, etc. »

Drapeaux tricolores et drapeaux rouges, leaders socialistes (Rocard, Quilès, Cot, Martinet...) et leaders communistes (Juquin, Claude Poperen, Philippe Herzog...), militants des deux bords, travailleurs immigrés, homosexuels, motards, jeunes en jeans, bébés endormis dans les bras de leurs parents, discours et chansons, la rencontre de la Bastille est un étrange mélange de fête foraine et de meeting. La foule, bon

ordre a été donné à tout le personnel de ne pas intervenir dans les manifestations de joie des militants, même si ceux-ci recouvrent les murs de peinture.

A minuit, un orage éclate sur Paris. La fête de la Bastille s'achève. Un titi commente : « C'était la brise de la Bastille... » L'interim commence. La campagne législative aussi. « Quelle histoire ! », comme disait le nouveau président de la République. ●

DANIÈLE MOLHO
CLAUDE SALES

(Enquête des journalistes
et correspondants du Point.)

Sept ans mais cinquante jours décisifs

Cinquante jours pour convaincre ! Entre sa victoire du 10 mai et les premiers départs en vacances de juillet, François Mitterrand n'aura que peu de temps pour jeter les bases de sa politique et donner le ton de son septennat. Après une campagne en demi-teintes, le voilà confronté à une première course d'obstacles. Entre



les problèmes institutionnels de la passation des pouvoirs, les rapports avec ses « alliés » pour préparer les législatives de juin et l'ouverture du dialogue avec les syndicats, François Mitterrand engage une épreuve qui peut être déterminante pour la réussite de la gauche. Voici comment il envisage de s'y prendre.

L'INTERIM

Le vrai danger : l'économie

En 1974, VGE, à peine élu le 19 mai, avait choisi le silence, faisant retraite pendant quarante-huit heures loin de Paris. François Mitterrand, lui, optera pour la présence active. Il est vrai que les circonstances de cet intérim sont sans précédent. Jamais encore, dans l'histoire de la V^e République, le nouvel élu n'avait succédé dans des conditions normales au Président sortant. Le départ de De Gaulle en 1969, la mort de Georges Pompidou en 1974 avaient provoqué un intérim qu'assurait à l'Élysée Alain Poher, président du Sénat.

RAYMOND BARRE

Pas d'obstacle au président Mitterrand



Mais si Giscard avait flâné avant d'aller à l'Élysée, après sa proclamation le 24 mai et son installation le 27, il avait pris les rênes du pouvoir. Tout d'abord, sur le plan politique, en demandant dès le 27 la démission de son gouvernement à Messmer et en nommant sur-le-champ Chirac Premier ministre. Ensuite, dans la manière élyséenne, en adoptant un style plus « décontracté » que celui de ses prédécesseurs. Des gestes qui comptent, et il fait peu de doute que Mitterrand va lui aussi inaugurer un nouveau mode de vie présidentiel.

Sur le plan politique, la première décision de François Mitterrand sera également de demander la démission du gouvernement à Raymond Barre. L'obtiendra-t-il ? La Constitution prévoit dans son article 8 que le président de la République met fin aux fonctions du Premier ministre « sur la présentation par celui-ci de la démission du gouvernement ». Rien donc n'oblige Raymond Barre à le faire, sinon la pratique de la V^e République qui a toujours vu les Premiers ministres remettre leur démission lorsque le Président le leur demandait. Sur ce point, d'ailleurs, le suspense est mince, Raymond Barre ayant fait savoir aux socialistes qu'il ne ferait pas obstacle au président Mitterrand.

En fait, dans cette période transitoire, la tempête risque surtout de souffler dans le secteur économique (voir page 72). François Mitterrand le sait, c'est pour cela aussi qu'après avoir obtenu le départ de Barre il nommera un gouvernement dont la première tâche sera de parer au plus pressé, de prendre les mesures immédiates proposées au cours de la campagne et de préparer les législatives.

DISSOLUTION

Une nécessité et un risque

Ce sera peut-être la dernière querelle de l'élection présidentielle. Proclamé élu le 20 mai au plus tard selon la loi, François Mitterrand devrait entrer en fonctions le 24 mai d'après le Conseil constitutionnel. Ce jour-là, en effet, sera totalement révolu le septennat giscardien ouvert le 24 mai 1974 par la proclamation de l'élection de VGE par ce même Conseil constitutionnel. Sur cette date, cependant, Giscard argumentait encore à la veille de l'élection. A l'Élysée, on affirmait que le septennat avait véritablement commencé le lundi 27 mai 1974, le lundi où VGE s'était officiellement installé dans le palais présidentiel.

Une escarmouche qui masque une manœuvre pour rapprocher le plus possible les élections législatives — que va provoquer François Mitterrand comme il l'a annoncé — de la période des départs en vacances. Car voici l'équation que pose la date de ces élections : Président le 24 mai, Mitterrand pourrait dissoudre l'Assemblée nationale immédiatement et convoquer les électeurs pour les 14 et 21 juin, l'article 12 de la Constitution prévoyant que « les élections ont lieu vingt jours au moins et quarante jours au plus après la dissolution ». En revanche, intronisé le 27 mai, le nouveau Président serait contraint de repousser les législatives au 21 et 28 juin.

Est-ce le souvenir du raz de marée majoritaire aux législatives des 23 et



FRANÇOIS MITTERRAND A L'ÉLYSÉE
Une triple consultation

30 juin 1968, après la grande peur de Mai 68, qui fait espérer aux giscardiens que l'électorat brûlera fin juin dans les cendres chaudes des feux de la Saint-Jean celui qu'il a élu le 10 mai, jour de la fête de Jeanne d'Arc? En fait, de tous ces calculs, François Mitterrand ne se soucie guère. Avant même le résultat du second tour, il n'avait pas caché que les 21 et 28 juin lui conviendraient pour des législatives. Peu importe donc, au fond, qu'il entre à l'Élysée le 24 mai ou le 27 mai, il aura jusqu'au 1^{er} juin pour dissoudre.

Avant de prononcer cette dissolution, François Mitterrand devra cependant procéder à une triple consultation : du Premier ministre, du président de l'Assemblée nationale, du président du Sénat. La Constitution ne prévoyant aucun protocole particulier, cette consultation pourra prendre la forme d'un simple appel téléphonique. En juin 1968, par exemple, tout était allé très vite. Le 30 mai à 13 heures, le ministre de l'Information annonce une allocution radiodiffusée du général de Gaulle pour 16 h 30. A 16 h 31, de Gaulle présente ses « résolutions », dont la dissolution de l'Assemblée nationale. Quelques heures plus tard, Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée, lit aux députés la lettre présidentielle l'informant de la dissolution.

Reste l'inconnue d'une nouvelle élec-

tion. Car si l'électorat envoie au Parlement une majorité qui lui est hostile, François Mitterrand ne pourra plus dissoudre avant un an. Il devra donc gouverner avec ses adversaires. Mais, sur ce point, reprenant ce qu'avait dit Giscard en 1978 à la veille des législatives, le nouveau Président a répondu au cours de son face-à-face télévisé avec VGE mardi dernier qu'il ne se démettrait pas.

GOUVERNEMENT

Deux semaines pour un puzzle

Nul doute que François Mitterrand mettra à profit le laps de temps que lui laisse la Constitution entre le jour de son élection (10 mai) et le jour de son entrée en fonctions (24 mai) pour choisir son Premier ministre et pour constituer avec lui le nouveau gouvernement.

Jusqu'ici, le président de la République n'a pas encore esquissé le portrait robot de l'homme de Matignon. Il attend sans doute la démission de Raymond Barre. Mais chez ses intimes, trois noms circulent : Pierre Mauroy, Claude Cheysson, Jacques Delors (voir *Le Point* n° 450). On connaîtra sans doute le nom de l'élu très rapidement.

En revanche la liste des ministrables s'allonge. Ne parle-t-on pas déjà de Charles Hernu à la Défense, de Gaston Defferre ou d'Alain Savary à l'Intérieur (à moins que le maire de Marseille ne s'installe au perchoir de la présidence de la nouvelle Assemblée nationale?), de Pierre Dreyfus (l'ancien PDG de la Régie Renault) à l'Industrie et de Jacques Delors à l'Économie et aux Finances, à moins qu'il n'atterrisse à l'Élysée comme secrétaire général ou à la tête d'un grand ministère du Travail et des Affaires sociales? Pourquoi pas? Claude Cheysson aux Affaires étrangères (si du moins ce dernier ne va ni à Matignon ni au secrétariat général de l'Élysée où il y a un autre concurrent, André Rousselet), à moins que le Quai, comme le murmurent certains, ne revienne à Michel Jobert. Bien entendu, Michel Rocard fera partie des élus (au Plan, aux Finances ou ailleurs); Pierre Joxe, Louis Mermaz et Jean-Pierre Chevènement aussi. Bref, il s'agit pour le Président de constituer un puzzle entre les hommes du gouvernement, les responsables de l'Élysée, ceux qui seront chargés de veiller sur le Parti socialiste (Lionel Jospin restera premier secrétaire du PS), les élus, qui devront se battre au Parlement, et ceux enfin qui seront placés à la tête d'importants postes de la fonction publique.

Encore faudra-t-il éviter les tensions



ALAIN SAVARY



PIERRE DREYFUS



CLAUDE CHEYSSON

entre le parti et l'Élysée. Lionel Jospin aura une tâche capitale : celle d'empêcher la dichotomie entre les exigences du parti et le pragmatisme du pouvoir. L'exemple du Front populaire est là pour rappeler que ce rôle n'est pas si facile : n'avait-on pas vu en 1936 Léon Blum critiqué à l'intérieur même de son parti par Marceau Pivert!

En tout état de cause, le gouvernement devra se mettre rapidement en place pour préparer les législatives qui auront lieu de toute façon avant l'« exode » de juillet.

ALLIANCE PC-PS

Aux conditions du Président

Après Mitterrand, voici Jospin. Il sera l'homme chargé de négocier avec les principaux partenaires du Parti socialiste dans la perspective de l'élection législative : les circonscriptions, les désistements, les accords avec les radicaux de gauche, les communistes, le PSU et certaines composantes de la famille gaulliste, « bref, dit-on au PS, avec tous ceux qui voudront venir discuter la plate-forme socialiste ».

Une plate-forme dont les contours seront définis au cours du prochain comité directeur du PS (le parlement du parti). Sans nul doute les négociations seront rudes. Mais les socialistes considèrent que la stratégie suivie par François Mitterrand depuis 1965 a toujours été payante. « Par des réformes significatives, dit-on au PS, on va obliger la CGT à suivre, et le PC ne pourra pas se dérober. » « De toute façon, ajoutez-on, si rien n'était possible avec un PC à 20 %, tout le devient avec un Parti communiste à 15 %. Dans l'état où Georges Marchais a mis son parti, la seule façon qu'il a de s'en sortir, c'est d'accepter qu'il y ait des ministres communistes quel que soit le prix à payer. »

Ce raisonnement reste évidemment un pari. Dès dimanche soir, cependant, les déclarations de Georges Marchais démontraient que les communistes, après avoir salué la victoire de François Mitterrand, maintenaient leurs exigences : notamment la nomination de ministres communistes dès la formation du nouveau gouvernement, le 24 mai. Et Georges Marchais soulignait que, pour réaliser le changement, une condition est nécessaire : un PC fort. Deux scénarios restent donc possibles pour les législatives :

- Ou bien, faute d'un accord, le PC fait de la surenchère et va seul aux élections, prenant le risque alors de retourner au « ghetto » et laissant Mitterrand gouverner au centre gauche.
- Ou bien il obtient que les socialistes acceptent un début de négociations sur une « plate-forme » commune. Et dès lors, les accords de désistement joueront à plein entre les deux partis.

ATTITUDES DES SYNDICATS

Pas de cadeaux pas d'apocalypse

Y aura-t-il un troisième tour social au lendemain de l'installation de Mitterrand à l'Élysée ? Sans être formulée, la question aura plané tout au long du débat électoral avec cette inconnue sous-jacente : battus aux urnes dès le premier tour, le PC et son alliée — la CGT — ne vont-ils pas chercher demain à se rattraper par une vague de grèves et de revendications maximalistes sur le terrain ?

Voilà en tout cas François Mitterrand prévenu : « Dans l'hypothèse d'une victoire du candidat de la gauche, il faudra engager, dès le lendemain du deuxième tour, des négociations sur les problèmes économiques et sociaux. Il n'y a aucune raison d'observer une trêve », avertissait dès lundi dernier Georges Ségué. Pas question, donc, en la ma-



GEORGES SÉGUÉ. A sa droite, HENRI KRASUCKI

Pas question d'un quelconque « état de grâce »



EDMOND MAIRE

tière, d'un quelconque « état de grâce ». Pour autant, à regarder l'échiquier syndical, rien ne permet de prévoir l'apocalypse.

« Nous serons exigeants, mais ni irresponsables ni destructeurs. D'ailleurs, ceux qui vous disent aujourd'hui qu'ils sont capables de déclencher la grève générale sont des zozos », confiait tranquillement Henri Krasucki au lendemain du premier tour. Pour la CGT, le test des mesures immédiates prises par François Mitterrand (voir ci-après) sera décisif : outre les dispositions strictement sociales sur les bas salaires ou les allocations familiales, elle entend bien obtenir également des mesures économiques d'urgence, comme la relance de la production de charbon ou la protection de secteurs tels que le textile contre les importations abusives. En revanche, pour les réformes structurelles telles que les nationalisations, la CGT reconnaît qu'elles sont du ressort de l'Assemblée nationale, et qu'un délai est inévitable. Au surplus, tout comme le PC, la CGT sort en piteux état (notamment sur le plan de ses effectifs) de la dernière période. Du coup, sa capacité à jouer les gros bras s'en trouve inévitablement limitée.

Du côté de la CFDT, si le courant n'a jamais bien passé entre Edmond Maire et François Mitterrand, le recentrage ne sera pas remis en cause. L'emploi et la résorption du chômage, les conditions de travail et les droits d'expression des salariés resteront ses priorités. Quant à FO, André Bergeron l'a toujours répété : son réformisme tranquille ne variera pas selon l'étiquette du président de la République. Voilà pour les états-majors, étant entendu que la base — elle aussi — aura son mot à dire...

Quoi qu'il en soit, la ligne de François Mitterrand est fixée. Outre le premier train de mesures sociales, il recevra dès les prochaines semaines l'ensemble des syndicats. Mais pas question — comme le réclament le PC et la CGT — d'un nouveau Grenelle où le gouvernement, le patronat et les syndicats mettraient tout sur la table. Pour les réformes sociales de fond (35 heures, SMIC, retraites), le nouveau Président ren-

verra les partenaires sociaux négocier entre eux autour du tapis vert. Une démarche prudente qui cumule plusieurs avantages. D'abord, elle évite à François Mitterrand de se lier les mains à l'avance sur des revendications globales qui devront être discutées point par point dans les branches. Ensuite, tout en évitant les éventuelles surenchères de la CGT lors d'un nouveau Grenelle, elle valorise la capacité de négociation de la CFDT et de FO. Une façon peut-être de rééquilibrer la gauche syndicale après avoir rééquilibré la gauche politique.

MESURES IMMÉDIATES

Beaucoup de "social" mais pas tout à la fois

Le relèvement du SMIC et des allocations familiales, les 35 heures et la résorption du chômage, l'âge de la retraite et la cinquième semaine de congés payés : s'il est un domaine où le nouveau Président n'aura que l'embaras du choix, c'est bien celui des mesures sociales. Entre les 131 mesures du programme communiste, les 110 propositions des socialistes et les revendications syndicales, François Mitterrand ne risquera pas le vide, mais plutôt le trop-plein.

Dès lors, au lendemain de sa victoire, le candidat d'hier va devoir très vite définir comme Président ses priorités parmi celles qu'il peut prendre par décret comme le lui permet la Constitution. Avec un double impératif : d'un côté la nécessité de mesures sociales immédiates susceptibles de répondre aux aspirations populaires que la gauche a fait naître, de l'autre l'impossibilité de satisfaire en une seule fois à un « cahier des charges » qui nécessitera, pour le moins, un règlement échelonné...

Quelles seront donc les premières initiatives sociales du septennat ? « Je pense agir d'emblée par arrêtés et par décrets », confiait début avril François Mitterrand en détaillant son pro-

Des changements pas d'épuration

gramme. De fait, sans avoir recours au Parlement, le Président s'est engagé à promouvoir dès son entrée en fonctions un programme de relèvement des allocations sociales : familles, personnes âgées, handicapés, chômeurs, logement. En outre il prévoit également de nouvelles garanties pour l'épargne, l'abrogation du ticket modérateur d'ordre public — qui laisse obligatoirement 20 % des frais de maladie à la charge des assurés sociaux depuis mai 80 — ou des crédits majorés pour les jeunes agriculteurs.

Il reste que, même si beaucoup d'aspects du programme socialiste recoupent ceux du PC, les priorités et le calendrier sont loin d'être identiques. Ainsi, par exemple, du SMIC : dans les « Propositions d'action pour le lendemain des élections » récemment énoncées par Georges Marchais, le SMIC à 3 300 francs relève des mesures immédiates. François Mitterrand, lui, prévoit dans un premier temps de renvoyer la question des bas salaires à une négociation patronat-syndicats. Même hiatus en ce qui concerne les mesures conservatoires exigées par le PC, qui aligne pêle-mêle le blocage des licenciements et l'arrêt de toutes les opérations de restructuration en cours, ou encore la protection de certains secteurs de production contre les importations abusives. Autant de points sur lesquels le PC peut — s'il le veut — faire dès le départ le test de ce qu'il appelle le « vrai changement ». Affaibli par sa défaite, tout laisse penser qu'il affichera plus que jamais son intransigeance et exigera de François Mitterrand le maximum de gages immédiats.

MANIFESTATION POUR LES 35 HEURES
Un double impératif

« Toutes les places, tout de suite ! » revendiquait en mai 1924 le journal *Le Quotidien*, pour saluer la victoire du cartel des gauches. En mai 1981, le nouveau Président va-t-il se livrer au même règlement de comptes envers tous ceux — hauts fonctionnaires, responsables des chaînes de télévision, préfets, etc. — qui pendant des années ont servi avec zèle le Président sortant ? « J'aurai besoin de tout le monde », n'a cessé de dire François Mitterrand pendant toute sa campagne. Il n'empêche : des têtes vont tomber. Une cinquantaine, dit-on au PS. Beaucoup plus, disent certains autres. Car quatre secteurs clés sont concernés :

► **Le ministère de l'Intérieur.** Le directeur des affaires politiques, le directeur général de la police, le directeur national des RG (ainsi que son collègue parisien) et le préfet de police de Paris seront rapidement remplacés. Ils détiennent en effet un pouvoir essentiel pour le maintien de l'ordre public. Les socialistes se sentent assez forts pour faire sortir de l'ombre des fonctionnaires qui leur sont proches, qui connaissent les rouages de ce ministère et sont capables de prendre rapidement les choses en main.

Quant aux préfets — en attendant une réforme qui ferait d'eux des commissaires de la République — on laisse entendre au PS que ce ne sera pas une tornade comme en juin 1974, lorsque VGE, triomphant, en faisait valser près d'une trentaine. A partir du moment où ils jouent le jeu, il n'y a aucune raison de tout bouleverser, disent les socialistes.

► **Les Finances.** « Nous faisons confiance à la discipline, au sens de la déontologie et au respect de l'intérêt de la République qui animent la très grande majorité des fonctionnaires », dit-on au PS. Et l'on précise que tant que les grands directeurs se montreront loyaux, ils resteront en place. Mais, bien évidemment, le directeur du Budget comme le gouverneur de la Banque de France, dont le rôle est déterminant pour la mise en œuvre de la nouvelle politique économique, devront être des hommes sûrs. De même que les directeurs des grandes banques nationalisées, tous jusqu'ici proches de VGE.

► **L'information.** C'est probablement le secteur que le Président a le plus dénoncé. Fera-t-il preuve de la clémence d'Auguste ? Un responsable socialiste qui connaît bien le problème affirme : « Il n'est nullement question de se débarrasser d'entrée de jeu de



CLAUDE CONTAMINE, JEAN-LOUIS GUILLAUD
JACQUELINE BAUDRIER, MAURICE ULRICH

Mme Baudrier et de MM. Guillaud, Ulrich et Contamine. Ceux-ci pourront certes démissionner, mais nous ne le leur demanderons pas. Il n'est pas exclu en revanche que soient doublées discrètement les équipes actuellement en place par des « hommes sûrs ».

En fait, François Mitterrand pense que les « conversions » seront assez nombreuses pour éviter une épuration.

► **Les ambassades.** Rassurer les partenaires de la France, telle devrait être la ligne de conduite du nouveau Président. Cela passe probablement par une relative stabilité des ambassadeurs en place. Un seul sera très rapidement changé, celui de Washington, pour redéfinir les liens de la France avec les États-Unis.

Pour le reste, et notamment à la Défense, aucun chambardement n'est prévu, à moins que les tentations ou les exigences du pouvoir ne balaient toutes ces résolutions.

DOMINIQUE AUDIBERT,
DENIS JEAMBAR et DANIELE MOLHO



FALGOUT-STOMA



Giscard-Chirac : le duel des vaincus

L'ampleur de la victoire de Mitterrand n'a pas aplani les querelles entre Giscard et Chirac. Au contraire, le combat pour le leadership risque demain de les aviver.

Jusqu'au dernier moment, les fidèles de VGE ont espéré le miracle. Mais quand Bernard Rideau — le « Monsieur Sondages » de Giscard — arrive dimanche vers 18 heures rue de Marignan, dans son bureau du quatrième étage, il est déjà sans illusions. Mitterrand — il le sait — va gagner. Pourtant, quand il apprend les premiers chiffres, et l'écart qui sépare Giscard de Mitterrand, c'est comme s'il recevait un coup de massue sur la tête. Environ quatre points : jamais il n'eût imaginé une pareille marge. Prévenu, Jean-François Deniau finit tout de même par téléphoner quelque temps plus tard le résultat à Chanonat.

Rue de Marignan, la nouvelle — bien avant 20 heures — a déjà fait le tour des étages. Les visages sont défaits. L'atmosphère est lugubre. S'il n'avait manqué que quelques voix à Giscard, probablement Chirac aurait-il constitué la cible de tous les déchainements. Mais l'écart est tel que les amis du Président sortant mettent spontanément une sourdine à leur ressentiment. Chacun avance son explication. Tel conseiller de VGE met l'accent sur la défection des jeunes. Mais, lance-t-il, « à moins de se déguiser en guitariste hippie avec un collier de corail autour du cou, que pouvait faire Giscard ? » Tel autre constate : « Le duel télévisé n'aura servi à rien, le dernier mois de campagne non plus. » « On avait la plus jolie corbeille à offrir aux Français, dit un troisième, sarcastique, mais il y manquait promesses et démagogie. »

Tout de même, dans un coin, à mi-voix, on entend un giscardien grommeler : « Le coup de poignard de Chirac dans le dos de Giscard, c'est ce que l'Histoire retiendra. » Interrogé sur les ambitions de Chirac, un autre giscardien, exaspéré, lâche : « Si vous croyez que Chirac se remettra de cette affaire ! La politique de la terre brûlée n'a jamais payé. » Mais, dans l'ensemble, les fidèles de VGE contiennent, dimanche soir, leur amertume. Le coup a été tel que — ils le sentent — si la majorité s'entre-déchire, elle sera laminée aux prochaines législatives.

Le pronostic est le même chez les chiraquiens. Certes, on y attendait l'échec de Giscard, mais la victoire de Mitterrand est si nette qu'il va falloir jouer plus serré encore que prévu. En fait, côté RPR, les sentiments sont mêlés : les plus « durs » feignent la tristesse. Mais l'un d'eux — qui tringue, dit-il, « à la République » — lâche ni plus ni moins : « Vous ne le saviez pas ? Le 10 mai, c'est l'anniversaire de la mort de Louis XV ! » Les députés, eux, ont la mine allongée à l'idée de risquer demain leur siège. Les proches du maire de Paris, plus stratèges, n'ont, en revanche, qu'une idée en tête : permettre à Chirac de prendre désormais la tête du « combat libéral ». Dans ce but, consigne avait été donnée à tous les responsables RPR réunis autour du maire de la capitale, dimanche, à 18 h 30 : « Surtout, pas un mot contre Giscard, ni contre les giscardiens ! » Objectif : que Chirac apparaisse tout de suite comme le rassembleur naturel de toutes les composantes de la majorité. Dès 20 h 45, devant les caméras de télévision, Chirac — dans le registre grave — appelle donc les Français à « poursuivre le combat » derrière lui « sans esprit partisan » et « sans exclusive ». « J'indiquerai dans les prochains jours, conclut-il, les formes que prendra cette action. »

Mais, dans cette véritable course de vitesse au leadership de la majorité, Chirac a été devancé d'un rien par Giscard. Dès 20 h 15, autrement dit trente minutes avant, dans un communiqué rendu public à l'Élysée, VGE avait annoncé en effet sans autres précisions : « Je continuerai bien entendu à défendre les intérêts essentiels de notre pays. » Un peu plus tard, à la télévision, Jean-François Deniau enfonce le clou. Ayant dit sa tristesse du résultat, il assure en effet : « Giscard, en tant qu'ancien président de la République, ne peut que continuer à se battre. » Et, à 23 heures, Michel Poniatowski à son tour entre en scène : « J'ai le devoir, proclame-t-il, de dire aux Français qu'ils auront la possibilité de se reprendre lors des prochaines élections législatives (...). Dès à présent, je prends les contacts nécessai-



VALÉRY GISCARD D'ESTAING
Il n'y a plus...

res pour assurer la victoire du troisième tour. »

Où en est, à cet instant, Giscard lui-même ? Dimanche soir, retranché à Chanonat, on ne le voit pas. On ne l'entend pas. Probablement, ressasse-t-il, amer, les étapes de son échec. Lui qui a conduit de façon très solitaire, avec un tout petit groupe d'hommes, sa campagne présidentielle, il est à terre : pourtant, n'en déplaît au RPR, ce n'est pas un homme mort. Au premier tour, devançant largement Chirac, il a tout de même fait plus de 28 % des suffrages. Et, au second, il a atteint les 48 %. Mais il est évidemment affaibli par une défaite qui lui fait porter la responsabilité du premier échec de l'héritage gaullien. L'intuition qui, jadis, l'avait tant servi lui a souvent fait défaut cette année. Il n'a pas vu arriver le péril alors que, depuis plusieurs mois, s'amoncelaient les signes de sa possible défaite (en décembre, *Le Point* les recensait sous le titre « Giscard peut-il être battu ? »). Dans sa campagne, il a eu du mal à « sentir » ses salles. Il a complètement sous-estimé la grogne et même la hargne qu'il avait lui-même

suscitées dans de larges fractions de l'électorat chiraquien. Il n'a pas su trouver de thèmes porteurs. Il avait imaginé une « campagne brève et joyeuse » : elle aura été longue et rude. En face d'un Chirac fort de ses 18 % du premier tour, de quel poids demain peut-il peser ?

Mais, à l'heure où Giscard s'interroge, le malaise de l'ex-majorité n'est pas soigné : à l'évidence, qu'ils l'avouent ou non, VGE et Chirac se voient chacun à la tête des troupes « majoritaires » supposées réunifiées pour partir à la reconquête du pouvoir.

Dans les deux camps, on espère en fait que l'autre va se « dégonfler ». On tente l'intimidation. Au RPR, on parle de Giscard comme d'un homme battu, donc fini. A l'UDF, dans l'attente des choix personnels de Giscard, on ramène déjà les troupes, avec au moins une certitude, mais elle est négative : « Une bonne moitié des électeurs n'acceptera jamais Chirac comme patron. » Dimanche soir, sur Antenne 2, Jean Lecanuet faisait d'ailleurs ce diagnostic : « Je ne suis pas certain que Jacques Chirac se soit mis dans les meilleures

lancent, selon leur tempérament, entre deux stratégies. Les uns espèrent donner de Chirac l'image du coupable. Ils pourraient alors prendre le risque, malgré la poussée miterrandiste, de « primaires » sans merci dans la majorité. Mais si Giscard est tenu par les Français pour premier responsable de son propre échec — ce que craignent d'autres giscardiens — alors l'UDF devra en rabattre de ses prétentions au leadership. Elle devra sinon passer sous les fourches caudines de Chirac, au moins privilégier l'unité de toute la majorité. Les « primaires » RPR-UDF pourraient dans cette hypothèse être moins nombreuses que prévu.

De toute façon, dans les deux cas, les fidèles de l'ex-président de la République ne se font guère d'illusions. Même si Giscard, durant sa campagne, avait ironisé sur « l'état de grâce » dont Mitterrand élu prétendait qu'il pourrait disposer, ils craignent aujourd'hui que ce fameux état de grâce n'existe bel et bien. Et que, derrière Mitterrand, la gauche ne gagne demain la majorité des sièges à l'Assemblée.

► Chirac s'apprête, lui aussi, à un combat très dur, parce qu'il va avoir, comme VGE, à affronter une gauche socialiste euphorique. Mais aussi parce qu'il se trouve, au fond, en face de trois RPR.

Celui des militants d'abord. Ils détestent Giscard ; et attendent simplement des ordres pour repartir au combat derrière leur patron.

Les députés, ensuite, qui sont, comme d'habitude, beaucoup plus embarrassés. On les a d'ailleurs vus tous, entre les deux tours — y compris les plus antigiscardiens d'entre eux — se rallier précipitamment au panache de Giscard, devenu à leurs yeux le rempart contre la gauche. Mais comme l'état-major RPR a, lui, continué de traîner les pieds, les députés craignent au-

jourd'hui des représailles : « Les électeurs giscardiens, s'inquiète ainsi un élu, ne vont-ils pas nous faire payer notre "trahison" en nous refusant leurs voix aux législatives ? » Du coup, certains mettent en cause la stratégie suivie par Chirac : « A force, dit un sénateur, d'avoir appelé à voter Giscard avec, à la main, un bulletin Mitterrand, nous risquons maintenant de tous couler ensemble ! »

Enfin — troisième RPR — celui qui va peser, bien sûr, le plus : les électeurs. La grande majorité d'entre eux, c'est clair, a voté Giscard le 10 mai. Mais une fraction s'est abstenue ou bien a voté Mitterrand. Devant le résultat final, que penseront-ils de leur champion ? C'est la grande inconnue.



MICHEL PONIATOWSKI

... qu'un ennemi commun...

conditions pour remplir les fonctions de leader. »

Entre giscardiens et chiraquiens, la partie de bras de fer s'annonce en réalité aussi rude qu'indécise. Dans les jours qui viennent, chaque déclaration va compter.

► Dimanche soir, les giscardiens ba-



JACQUES CHIRAC

... la gauche

Et Chirac lui-même ? En fonceur qu'il est, il se réjouit déjà apparemment de repartir en campagne électorale. « Celle-ci, confiait-il, avant même de connaître les résultats du premier tour, ce sera une vraie campagne. Vous allez voir ce que vous allez voir ! »

Un Chirac qui « en veut » ; un Giscard qui certainement rumine sa revanche ; et, entre les deux hommes, du règlement de compte dans l'air : bref, il n'y aura de cadeaux ni d'un côté ni de l'autre ! La « majorité » — dans un véritable état passionnel — sort meurtrie du scrutin de dimanche. Seul le temps pourrait panser les plaies. Mais les législatives sont pour le mois de juin. ●

GENEVIEVE GALEY
et DOMINIQUE DE MONTVALON

Quand la Bourse s'éveillera

Qui a peur du président Mitterrand ? Les boursiers, les cambistes, les chefs d'entreprise ? Certes. Dans l'immédiat, ce ne sera pourtant pas la panique.

Et maintenant ? Que va-t-il se passer à la Bourse, sur le marché des changes et dans les entreprises ? Va-t-on y jouer « Apocalypse Now », comme certains l'ont annoncé durant la campagne électorale ? Y vivra-t-on, au contraire, sans alarme particulière les premiers jours de l'« état de grâce » promis aux Français par le nouveau chef de l'État ?

Petits et gros porteurs de valeurs mobilières ont gardé un sang-froid remarqué tout au long de la campagne électorale. Alors même que les sondages laissaient prévoir l'issue du scrutin, les épargnants comme les investisseurs institutionnels (Caisse des dépôts, banques, compagnies d'assurances) ne manifestaient aucune émotion. Les remontées des cours des actions succédaient aux baisses, d'ailleurs de peu d'ampleur. C'est à peine si le napoléon, infallible baromètre de l'inquiétude des épargnants modestes, était de temps à autre davantage demandé qu'offert.

La tempête va-t-elle succéder à ce calme ? Les boursiers tentent de faire le compte des projets économiques du président Mitterrand : d'un côté, une relance de l'expansion, mais, de l'autre, un alourdissement des charges des entreprises, et surtout la nationalisation de onze groupes industriels importants, de la totalité des banques et des compagnies d'assurances. « Il va falloir arbitrer en conséquence », disent les spécialistes de la gestion de patrimoines. En clair, il faut s'attendre à une bonne tenue des actions des entreprises, qui seront favorisées par l'augmentation du pouvoir d'achat des bas et moyens salaires, notamment les entreprises de distribution ou d'électroménager. Les heurs et malheurs des actions des entreprises nationalisables dépendront, en revanche, des modalités d'indemnisation que le gouvernement proposera aux actionnaires, lorsque le projet aura été voté par le Parlement.

Du côté des obligations, les boursiers n'oublient pas que le candidat François Mitterrand a fait de l'emprunt 7 % 1973 l'un des chevaux de bataille de sa campagne. « Mon programme, répliquait-il à Giscard lors de leur face-à-face télévisé, ne coûtera jamais aussi cher que cet emprunt qui a rapporté à

l'État 6 milliards et demi et lui coûtera, en 1988, 97 milliards. » Le « Giscard 7 % », indexé sur l'or, ne sera certes plus la vedette de la Bourse de Paris, comme ce fut le cas depuis plusieurs années. Les boursiers ne croient cependant pas que le président Mitterrand risquera de porter atteinte au crédit de l'État en modifiant les modalités de remboursement. « Quel que soit le gou-



FRANÇOIS CEYRAC
Pas question...

A LA BOURSE
DE PARIS
... de baisser
les bras



vernement au pouvoir, il sera obligé de payer, si les clauses qui définissent le régime de cet emprunt doivent jouer, estime Bertrand Michel, agent de change. Cela lui coûterait, en effet, beaucoup trop cher de ne pas payer... »

Les boursiers redoutent davantage la fuite des acheteurs étrangers. « La Bourse de Paris avait du retard sur les Bourses étrangères, explique l'un d'eux. Pariant sur une hausse à venir, de gros fonds de placement américains ont acheté ces dernières semaines. Les projets du nouveau Président vont, à coup sûr, les pousser à rapatrier leurs capitaux. » Ce départ des étrangers pourrait peser très lourdement sur les valeurs françaises.

L'or, en revanche, a de bonnes chances de retrouver tout son éclat. Tous ceux qui croient au dérapage inévitable de la politique économique du futur

gouvernement voudront prendre une assurance tous risques. D'autres iront-ils jusqu'à la chercher à l'étranger ? Le gouvernement de Raymond Barre, en place pour deux semaines encore, voudra-t-il et pourra-t-il y faire obstacle ? Les conseillers de François Mitterrand pensent que oui. « Jusqu'à preuve du contraire, je fais confiance à M. Barre pour assurer dans des conditions correctes la transition », assurait ainsi Jacques Delors à la veille du second tour.

Ces « conditions correctes » imposent aussi au Premier ministre de transition de défendre le franc. Nul ne doute, en effet, que les cambistes du monde entier vont échanger des francs contre des dollars ou des marks. « Le franc va s'effondrer », prédisait dimanche soir un grand banquier privé. Disposant d'un matelas de devises de 370 milliards de francs, la Banque de France n'aura pas de difficulté cependant à intervenir en achetant des francs pour soutenir les cours. Dans l'immédiat tout au moins.

Le patronat assurera-t-il lui aussi correctement la transition ? Il affirme que oui. Certes, François Ceyrac, président du CNPF, a pris vigoureusement position au lendemain du premier tour contre un programme « entraînant notre

pays dans la voie du collectivisme ». Certes, aujourd'hui, parmi les chefs d'entreprise, on déclare arrêter net investissements et embauche. Mais, l'autre lundi, à Marseille, François Ceyrac affirmait aussi : « Nous n'abandonnerons la partie que quand on nous interdira de la jouer. » C'est dire clairement que les patrons « ne baisseront pas les bras » tant qu'ils pourront continuer à travailler normalement.

Pas d'effondrement, donc, dans l'immédiat à la Bourse, sur le marché des changes ou dans les entreprises. Tout pourrait se « noircir » si les élections législatives, en amenant une majorité de socialistes et de communistes, laissaient prévoir une collectivisation massive que le monde des affaires espère encore évitable... ●

MAURICE ROY



DIMANCHE SUR LE PLATEAU D'ANTENNE 2-EUROPE 1 :
JEAN-PIERRE ELKABBACH, MONIQUE PELLETIER, ÉTIENNE MOUGEOTTE, CHARLES PASQUA ET JACQUES DUQUESNE DU "POINT" (de g. à dr.)

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE



Ces 3 % qui ont fait l'alternance

Dès dimanche soir, grâce à Europe 1 et Antenne 2, *Le Point* et l'Ifop ont pu expliquer comment les votes RPR et communistes ont été décisifs. Voici comment.

François Mitterrand, président de la République. La nouvelle a surpris la majorité des Français : la veille encore du second tour, un quart seulement des électeurs *prédisaient* sa victoire. Mais 44 % la *souhaitaient* (contre 40 % seulement celle de Valéry Giscard d'Estaing), soit 52,4 % de ceux qui formulaient un souhait (sondage Ifop-*Le Point*, non publié par observance de la loi, 6-7 mai 1981).

52-48 : c'était le rapport gauche-

2^e TOUR
opération
Antenne 2-Europe 1-
le point

VGE

Opération EUROPE 1 le point	2 ^e tour 1974	2 ^e tour 1981	Évolution 74-81
Zones de forte influence	67,4 %	65,2 %	- 2,5 %
Zones de moyenne influence	51,4 %	49,8 %	- 1,6 %
Zones de faible influence	33,3 %	33,2 %	- 0,1 %

droite quasi constant de tous les sondages pré-législatifs de 1978... Mais au moment du choix, 3 % des électeurs, les indécis du centre droit ou du centre gauche, avaient changé de camp. La gauche avait perdu. C'est, aujourd'hui, le score de la victoire pour François Mitterrand : le Parti communiste entamé, le Président sortant diminué par le premier tour, le chef historique du réveil socialiste en France a réussi, après plus de quinze années d'efforts, à garder ces 3 % d'électeurs décisifs jusque dans les urnes. L'alternance est devenue réalité.

La véritable surprise, le 10 mai, eût été la réélection de Valéry Giscard d'Estaing. Certains de ses partisans ont cru, à tort, qu'il suffirait d'un bon report des voix gaullistes du premier tour pour qu'il passe au second. En réalité, avec 49 % seulement de suffrages potentiels le 26 avril (au lieu de 52 % en 1974), le Président sortant avait à remplir une mission impossible.

A supposer que les reports gaullistes n'aient pas été inférieurs à ceux de Jacques Chaban-Delmas en 1974 (79 % pour Giscard, 11 % pour Mitterrand, 10 % d'abstentions), le potentiel électo-



François Mitterrand

Opération EUROPE 1 le point	2 ^e tour 1974	2 ^e tour 1981	Évolution 74-81
Zones de forte influence	66,7 %	66,8 %	+ 0,1 %
Zones de moyenne influence	48,6 %	50,1 %	+ 1,5 %
Zones de faible influence	32,6 %	34,8 %	+ 2,2 %

Du premier au second tour

Opération EUROPE 1 le point	1 ^{er} tour 1981 Total droite	2 ^e tour 1981		
		VGE	Mitterrand	Abstentions
Zones de forte influence gaulliste	57,9 %	53,3 %	47,7 %	18,1 %
Zones de moyenne influence gaulliste	48,6 %	47,6 %	52,4 %	17 %
Zones de faible influence gaulliste	34,3 %	33,2 %	66,8 %	15,8 %

Opération EUROPE 1 le point	1 ^{er} tour 1981 Total gauche	2 ^e tour 1981		
		VGE	Mitterrand	Abstentions
Zones de forte influence communiste	63,9 %	33,2 %	66,8 %	15,8 %
Zones de moyenne influence communiste	48,8 %	47,3 %	52,7 %	15,5 %
Zones de faible influence communiste	29,8 %	65,2 %	34,8 %	17,6 %



VGE A CHANONAT

ral de Giscard tombait de 49 à 45,5 %. Où pouvait-il trouver les 5 % de la victoire ? Dans l'électorat écologiste ? Il était largement acquis à François Mitterrand... Parmi les abstentionnistes du premier tour ? Il était impensable qu'ils se mobilisent tous pour Giscard... La seule chance du Président sortant était un taux important d'abstentions dans l'électorat de Georges Marchais. Dès la décision du comité central d'appeler sans condition les électeurs communistes à voter pour François Mitterrand, le surlendemain du premier tour, la cause était entendue. Giscard était battu. Comme la gauche en 1978 avait perdu les législatives au premier tour, c'est au premier tour aussi que Giscard et la

conscriptions sauf une : les circonscriptions de gauche dominées par le Parti communiste, où ils plafonnent à 3,8 points. Réticences dans les reports communistes ? C'est probable : la participation augmente moins d'un tour à l'autre dans les zones de force communiste que dans les autres types de bureaux. Il est vrai qu'au premier tour elle y avait été plus forte que partout ailleurs. Mais le gros des forces communistes a bien appuyé François Mitterrand.

Giscard recule partout, un peu plus

FRANÇOIS MITTERRAND
A CHÂTEAU-CHÂTEAU-CHINON



Les abstentions 1981

Opération EUROPE 1 le point	1 ^{er} tour 1981	2 ^e tour 1981		
		VGE	Mitterrand	Abstentions
Zones fortes	20,1 %	55,3 %	44,7 %	15,2 %
Zones moyennes	18,7 %	43,4 %	56,6 %	13,8 %
Zones faibles	17,2 %	33,2 %	66,8 %	13,6 %

majorité ont perdu la présidentielle de 1981.

Le second tour a parachevé la victoire de François Mitterrand. Au premier tour, la gauche n'avait véritablement percé le front majoritaire que dans un seul type de bureaux de vote : ceux où gauche et droite sont de force quasi égale et où dominent les socialistes à gauche, les giscardiens à droite. Par rapport à 1974, les candidats de gauche y avaient gagné près de 5 points, ceux de droite y avaient perdu près de 7 points. Bref, la majorité avait été enfoncée dans ces circonscriptions incertaines, les giscardiens ayant dû rompre devant l'offensive socialiste. Au second tour, la situation est très différente : c'est tout le front majoritaire qui cède. Les gains de Mitterrand, par rapport à son potentiel initial de voix du premier tour, se situent entre 4,3 et 4,9 points dans tous les types de cir-

conscriptions, un peu moins dans les bastions de gauche où socialistes et communistes sont de force égale et ne s'aiment guère. La mobilisation électorale du second tour, finalement, a davantage servi la gauche que la droite — comme si les électeurs de gauche avaient tous voulu être au rendez-vous de la victoire. Une victoire nette, sans bavures. Il ne manque plus au président Mitterrand qu'une majorité parlementaire de gauche. Mais cela est une autre histoire. ●



par JEAN
CHARLOT

professeur à l'Institut
d'études politiques
de Paris



Le dessous des cartes électorales

par JEAN CHARLOT

Oui, il existe une France de gauche et une France de droite, toutes deux ancrées dans la tradition. Mais leurs frontières ne sont ni fixes ni infranchissables.

Comme elles se dessinent clairement, à première vue, les deux France...

Certes, du moment que le système électoral oblige les électeurs à un choix binaire, comme au second tour de la présidentielle, il est inéluctable que chaque département français soit ou de gauche ou de droite et que la carte des résultats oppose la France « rouge » à la France « bleue ». Mais la réalité de cette division séculaire est démontrée par la permanence géographique des zones d'implantation de la gauche et de la droite d'une consultation à l'autre.

Remontons le temps pour prendre la mesure de cette constance des attitudes et comportements électoraux des Français. Au premier tour de l'élection présidentielle, le 26 avril dernier, les quatre candidats de la droite — Giscard, Chirac, Debré, Garaud — ont obtenu plus de 50 % des suffrages exprimés dans quarante départements (en considérant la Corse comme un seul département pour les besoins de la comparaison). Sur ces quarante départements, vingt-cinq, soit près des deux tiers, sont, selon François Goguel (1), des départements de droite depuis la III^e République (dont vingt dès avant la guerre de 14-18), et huit sont passés à droite après la Libération, en 1946. Au total, ce sont 83 % des meilleurs départements aujourd'hui à droite qui sont ancrés de ce même côté depuis 1946 au moins. Il y a plus : sur ces quarante bastions départementaux de la droite le 26 avril 1981, trente et un avaient déjà donné la majorité absolue à la droite dans les deux dernières consultations nationales, à la présidentielle de 1974 et aux législatives de 1978. Neuf n'avaient pas franchi — de peu il est vrai — la barre des 50 % en 1978 ; ils l'ont passée aux présidentielles de 1974 et de 1981.

Les terres électorales de la droite vont de l'Ouest breton et normand

(Finistère, Morbihan, Ile-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Manche, Mayenne, Vendée, Calvados, Orne, Sarthe, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres) à l'Est (Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle, Vosges, Meuse, Marne, Haute-Marne, Aube, Ain, Haute-Savoie, Savoie), en passant par le Bassin parisien (Eure, Eure-et-Loir, Loir-et-Cher, Loiret, Paris, Yvelines, Yonne) ; elles se prolongent vers la vallée du Rhône et le sud du Massif central (Haute-Loire, Cantal, Lozère, Ardèche, Aveyron). Le reste, hormis quelques enclaves comme la Corse, les Alpes-Maritimes ou les Pyrénées-Atlantiques, appartient à la gauche.

Il y a donc bien un noyau dur de la droite, formé pour l'essentiel sous la III^e République, élargi en 1946, et que l'on retrouve aujourd'hui dans les départements favorables à Giscard. Tout comme il existe une France de gauche, représentée aujourd'hui par Mitterrand.

La réalité de ces permanences, cependant, ne doit pas nous masquer les évolutions. Il y a, bien entendu, les

fluctuations autour de la moyenne, d'une élection à l'autre, d'un type d'élection à l'autre. Au second tour de la présidentielle de 1974, cinquante et un départements avaient donné la majorité absolue à Giscard (dont onze lui accordaient plus de 60 % des suffrages) ; au premier tour de 1981, quarante départements seulement votent pour les quatre candidats de la droite à la majorité absolue (dont sept avec plus de 60 % des suffrages) : d'une consultation à l'autre, la France « bleue » rétrécit et la France « rouge » s'étend.

Aux législatives de 1978, compte tenu de la nature différente du scrutin et d'une poussée encore plus forte à gauche, il n'était plus resté que trente-deux départements pour la droite... La personnalité d'un homme peut renverser, au moins temporairement, la tendance d'un département : ainsi de la Corrèze, à gauche depuis 1871, qui vote à la majorité absolue pour la droite en 1978 et en 1981, derrière Jacques Chirac, mais pas en 1974, en dépit du soutien de Chirac à Giscard. Il faut compter aussi avec les conversions plus ou moins durables : les Hautes-Pyrénées, le Lot-et-Garonne, le Tarn-et-Garonne, le Tarn, le Lot — dans le Sud-Ouest radical — la Meurthe-et-Moselle, la Saône-et-Loire, tous départements gagnés par la droite en 1946, par peur du marxisme, sont revenus à gauche aujourd'hui. La stabilité cohabite avec le changement électoral.

La gauche l'emporte au-dessous de 50 ans

Qu'elles sont bien typées, pourtant, la gauche et la droite !... Voyez les votes du 26 avril dans chaque catégorie sociale (voir page 77). Plus l'âge s'élève, plus les votes de gauche diminuent,



1. François Goguel, « Géographie des élections françaises sous la III^e et la IV^e République ». Armand Colin.

chez les femmes comme chez les hommes : au-dessous de 50 ans, la gauche l'emporte ; au-delà, c'est la droite qui domine. Les femmes jeunes votent moins à gauche que les hommes jeunes, les hommes mûrs et âgés votent moins à droite que les femmes de même âge, mais la tendance reste la même. Une tendance que l'on retrouve d'élection en élection, avec des nuances significatives, mais au sein de la gauche ou de la droite.

Aux beaux jours du gaullisme, les personnes âgées, et d'abord les femmes, votaient pour le candidat gaulliste ; elles votent maintenant pour le candidat giscardien, mais toujours pour la stabilité. Il y a trois ans, aux législatives, les jeunes de 18 à 20 ans votaient déjà massivement à gauche, mais ils préféraient le PC à tous les autres ; ce n'est plus le cas en 1981 : d'une classe de jeunes à l'autre le vote communiste est tombé de 36 % à moins de 12 %... Dans le même temps, le vote giscardien, chez ces jeunes, passait de 28 % à 14 % et le vote gaulliste de 16 % à 24,5 %.

Dans les catégories socioprofessionnelles, les pesanteurs électorales sont tout aussi nettes : à gauche, la masse des électeurs des familles ouvrières, la majorité des cols-blancs modestes ; à droite, les inactifs (à cause des femmes et des vieux), les cadres supérieurs, les professions libérales, les commerçants et artisans, et surtout les agriculteurs. Mais là aussi que de changements sous l'ordre apparemment immuable des choix électoraux !... Jamais le Parti communiste n'a été aussi faible en milieu ouvrier : 28 % de voix pour Georges Marchais au lieu de 31 à 33 % encore récemment. A l'inverse, le Parti socialiste et la gauche non communiste tout entière n'ont jamais eu autant de voix ouvrières. A droite, de même, les glissements d'électorats sont impressionnants : les agriculteurs ont basculé vers le chiraquisme, qui l'emporte aussi, quoique moins nettement, chez les cadres, les professions libérales et les travailleurs indépendants, ne laissant la victoire nette du giscardisme que dans la masse des inactifs.

La famille « nucléaire » penche à droite

Les pesanteurs sociologiques, cependant, ont leurs limites. La cartographie électorale, grossièrement, nous le fait entrevoir. L'Est, bastion de la droite, est tout aussi industriel, ouvrier et urbain que le Nord-Pas-de-Calais, où domine la gauche. La façade méditerranéenne, jardin de la gauche, et notamment du communisme, n'est pas particulièrement en pointe pour l'industrialisation. Il y a une gauche agraire — radicale à l'origine, socialiste, voire

communiste aujourd'hui — comme il existe une droite urbaine et industrielle. La pratique religieuse explique mieux le clivage géographique entre la droite et la gauche que le degré d'industrialisation ou de pauvreté relative.

A moins que le secret de l'opposition gauche-droite ne doive être cherché dans l'anthropologie. Hervé Le Bras et Emmanuel Todd (2) ont mis en évidence une liaison frappante entre, d'une part, le vote à gauche et les régions de France où domine la famille communautaire (qui associe dans une même unité domestique plusieurs couples mariés) et, d'autre part, entre le vote à droite et la famille dite « nucléaire », isolée et jalouse de son indépendance, ou bien la famille plus large mais à mariage contrôlé que les auteurs dénomment « autoritaire »...

Entre gauche et droite : les « frontaliers »

Soyons prudents, cependant, dans l'importance que nous accordons à ces déterminismes du comportement électoral, qu'ils soient sociaux ou culturels. Si les prédispositions socioculturelles du vote existent bien et se transmettent, d'une génération à l'autre, par la socialisation politique des enfants, il reste que la frontière entre la gauche et la droite n'est pas un mur de Berlin : elle est allégrement franchie, selon les circonstances politiques du moment, par des électeurs habituellement étiquetés à gauche ou à droite.

La simple lecture des résultats électoraux sur une longue période, par l'amplitude des transferts qu'elle révèle, montre la porosité de la ligne droite-gauche.

2. Hervé Le Bras, Emmanuel Todd, « L'invention de la France ». Librairie générale française.

C'est ainsi que la gauche est passée, au fil des présidentielles, de 32,3 % des suffrages exprimés au premier tour en 1965 à 33,1 % en 1969, 46,1 % en 1974, 47,2 % en 1981. Une telle percée en seize ans (+ 15 points), qui représente en fait le rattrapage aux présidentielles du niveau législatif de la gauche, ne peut évidemment pas s'expliquer par les seules évolutions sociales, religieuses ou familiales de la France. Elle implique la récupération par la gauche d'électeurs et de catégories d'électeurs qui étaient passés à droite. Quarante-cinq pour cent des ouvriers, en 1965, avaient voté pour le général de Gaulle, 55 % pour François Mitterrand au second tour ; en 1974, toujours au second tour, Giscard obtenait 27 % des voix ouvrières, Mitterrand 73 %. Renversement spectaculaire que le scrutin de 1981 confirme : les deux tiers des suffrages ouvriers pour la gauche au premier tour, davantage encore au second...

Aux élections législatives, la gauche est passée de 57-58 % des suffrages au lendemain de la guerre à 51-52 % en 1951-1956, puis 43-45 % en 1958-1967, à l'âge d'or électoral du gaullisme. Depuis la reconstitution, avec François Mitterrand, d'un grand parti socialiste, au début des années soixante-dix, voici la gauche à 47-49 %. Ces variations également sont trop importantes pour ne pas supposer des conversions gauche-droite. Bref, la frontière entre les deux camps est loin d'être infranchissable.

Après le passage au gaullisme de nombreux ouvriers et employés à la fin des années soixante, c'est l'attraction vers le socialisme des classes moyennes et des femmes d'ouvriers dans les années soixante-dix.

Bien plus, tels les travailleurs migrants qui passent, chaque jour de

Premier tour des élections législatives de mars 1978



■ Départements où le total des suffrages obtenus par les candidats de la majorité dépasse 50 %

Premier tour de l'élection présidentielle du 26 avril 1981



■ Départements où le total des suffrages obtenus par VGE, J. Chirac, M. Debré et M.-F. Garaud dépasse 50 %

travail, la frontière d'un pays à l'autre, nombre d'électeurs franchissent les barrières séparant la gauche de la droite à chaque scrutin entre les deux tours. Ces électeurs frontaliers campent, en quelque sorte, entre gauche et droite. En cas de duel entre la gauche communiste et la droite, au second tour, un cinquième — voire un quart — des électeurs socialistes préfèrent la droite au Parti communiste, sans compter ceux qui se réfugient dans l'abstention.

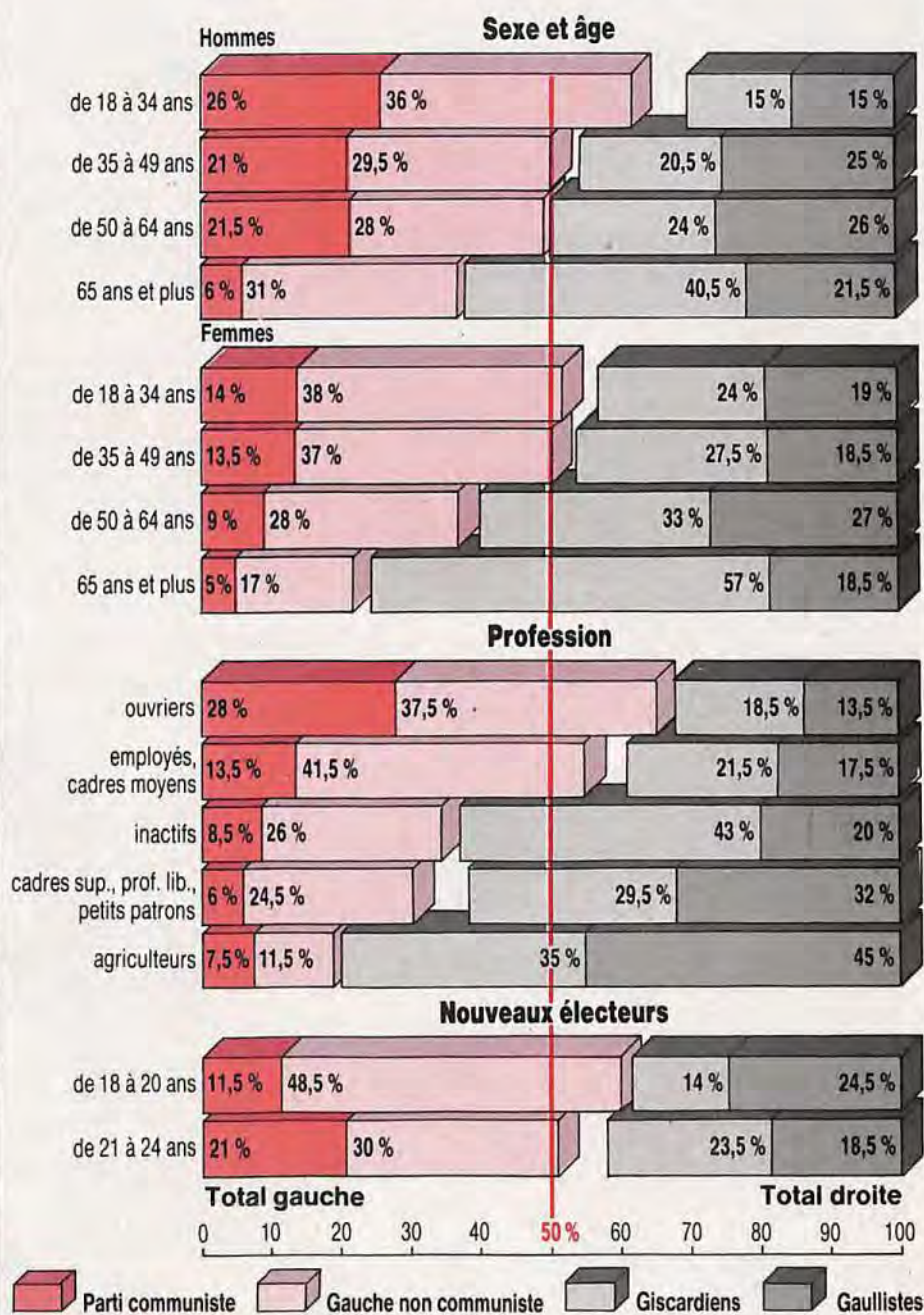
« L'effet patrimoine » : un frein pour la gauche

En mars 1978, selon une enquête du Centre d'étude de la vie politique française contemporaine, publiée sous le titre évocateur de « France de gauche, vote à droite » (3), 44 % des Français se disent plus proches d'un parti de gauche, contre 37 % seulement pour la droite, mais 41 % votent à gauche, 44 % à droite au tour décisif. Les auteurs expliquent bien la formidable remontée de la gauche, ces dernières années, par l'élargissement de ses bases sociales (augmentation des salariés, diminution des agriculteurs, petits commerçants, femmes sans profession), ainsi que par la déchristianisation rapide, électoralement sensible, surtout dans les jeunes générations. Ils mettent en évidence un puissant frein au vote de gauche, « l'effet patrimoine » : quel que soit le revenu ou l'orientation politique des intéressés, la droite l'emporte toujours chez les électeurs qui ont un patrimoine de rapport comportant au moins deux ou trois éléments (tels que livret de caisse d'épargne, compte sur livret, valeurs mobilières, biens immobiliers de rapport).

Mais, au-delà de ces facteurs d'explications sociologiques, on retrouve un facteur politique fondamental : la diversité idéologique de la gauche face à l'unicité de la droite, au niveau de ses électeurs du moins. Quand on demande aux électeurs qui se disent proches de la gauche ou de la droite de classer, par ordre de sympathie, les partis français actuels, 18 % seulement classent en tête exclusivement des partis de gauche, 32 % des partis de droite ; plus de 40 % des Français préfèrent un panaché gauche-droite. Les sympathisants exclusifs de la gauche dominent largement dans l'électorat de l'ultra-gauche PSU et trotskiste ; les sympathisants exclusifs de la droite, dans l'électorat UDF et RPR. Dans tous les électorsats des autres partis, communiste inclus, les électeurs affectivement flottants entre gauche et droite sont nombreux : 42 % au PC, 71 % au PS, 52 % chez les écologistes. L'anticommunisme et l'an-

Où les quatre grandes forces politiques prennent-elles leurs voix ?

Sondage postélectoral Ifop-Le Point du 28 avril 1981



* Entre la gauche et la droite : l'écologie

Ce tableau rectifie la structure des électorsats que nous avons donnée dans Le Point n° 449, page 66. En effet, comme nous l'avons signalé d'ailleurs la Commission des sondages, un certain nombre d'erreurs s'y étaient glissées.

tigauchisme d'une majorité de la gauche, l'antigaullisme d'une minorité de la droite secrètent un vaste électorsat frontalier qui, sans être véritablement un électorsat centriste, arbitre les élections entre gauche et droite.

« France de gauche, vote à droite » : le titre de cet ouvrage est une constatation après les législatives de 1978. Mais l'analyse est valable dans une situation où l'affaiblissement électoral du PC supprime (aux présidentielles) ou réduit

(aux législatives) les reports électoraux dans le sens le plus difficile, celui du socialisme au communisme.

Dans une telle situation, la modération d'une large partie de l'électorsat de gauche trace les limites de l'action d'un Président socialiste sur les structures de la société.

« France de gauche-vote de droite », « vote de gauche-France de droite » sont bien les deux facettes d'une même réalité. ●

3 Jacques Capdevielle et al., « France de gauche, vote à droite », Presses de la FNSP.



L'adieu aux sept ans

Sept ans ! Quatre-vingt-quatre mois ! Les politiques ont vieilli, et nous aussi. Chez le coiffeur ou au Café du commerce, où la nostalgie est toujours ce qu'elle était, on verse quelques larmes sur un septennat défunt.

« **R**afraîchi par-derrière, et franchement rasé sur le dessus, dis-je au coiffeur...

— Vous ne voulez pas une mèche à tribord, façon VGE ?

— Non.

— Il y a sept ans, il en avait encore assez pour faire un rabat acceptable...

— Moi aussi.

— Hé oui ! on vieillit, en sept ans...

— ... D'environ un septennat.

— Ça vous fait quel âge ?

— Six septennats et demi.

— Le mauvais âge, c'est le huitième septennat : l'âge où l'on s'intéresse aux petites filles qui ont tout juste le droit de vote, à la cure de ginseng et à la lampe à bronzer... Faites un sondage, vous verrez.

— Non, ça suffit, les sondages.

— Ce qu'on a, à huit septennats, c'est l'expérience, « la force tranquille », comme dit François.

— Je le dis aussi aux femmes, mais ça ne marche pas fort. D'ailleurs, François, lui, va sur son dixième septennat.

— Enfin, encore trois présidentielles et c'est la retraite... On a raison de dire : profitez de vos trois septennats, ça ne dure pas... Je vous coupe les pattes ?

— C'est déjà fait. »

Quand je considère ma carte d'électeur un peu cornée, noircie de deux coups de tampon comme des cernes sous les yeux, la nostalgie de ces sept années m'étreint. J'ai vu blanchir les tempes de la « bande des quatre », des garçons que j'aurais pu connaître jeunes et frais.

un coup de faiblesse. J'ai dû lui faire le coup du préau avec discours et buffet scandinave. Et je n'ai obtenu un bulletin réticent qu'après avoir déversé des promesses insensées qui enverront par le fond mon économie déjà exsangue. Enfin, comptons sur l'« état de grâce », comme on dit au PS.

Bref, on le regrettera, ce septennat. Croyez-vous que, dans une semaine, on recommencera aussi joyeusement, sautillant sur une *Marseillaise* à trois temps, un coup d'accordéon façon *gimmick*, une amnistie pour les contredanses ? Et puis, sera-t-on aussi gâtés pendant sept autres années : le disco, la réforme Peyrefitte, le retour des bas à couture, le trou des Halles qui est bouché et le tunnel de l'Ouest qui est débouché, Kolwezi, le TGV, la carte orange, et Marguerite Yourcenar à l'Académie ?

Bien sûr, tout n'a pas été rose : pétrole cher à la pompe et gratuit sur les



Voilà sept ans à peine, je me souviens encore de mon fils imitant Georges Marchais vociférant, quand je lui refusais de l'argent. C'était charmant. Et puis, aujourd'hui, lassitude, stress, quand il contrefait la voix du leader du PC, je lui allonge mécaniquement une gifle. C'est l'usure. Je me le reproche, car je la comprends, l'angoisse du candidat ; je la partage. Quand j'ai proposé à ma femme : « On remet ça pour sept ans ? », j'ai bien senti, dans l'isolement de son regard, que le vote n'était pas acquis. Même en comptant les transferts de sentiments et les reports d'affection, le Programme commun avait

plages, effondrement de l'Olympique de Marseille, la fusée Ariane qui n'est pas partie et le deuxième tiers qui est arrivé. La sidérurgie qui a fondu, la chimie qui se dissout, et puis le textile qui s'effiloche, déroulant la longue cohorte de chômeurs que chacun rejette, accusant le voisin, ou montrant que chez les autres c'est pire. « *That's life* », comme disent les Italiens.

En sept ans, on a quand même réussi à faire vieillir les jeunes. C'est une satisfaction. Avez-vous remarqué le grand nombre d'étudiants de 25 à 28 ans ? Encore un ou deux septennats, et la chose sera réglée. On ne nous bassie-

nera plus avec ce qui est jeune ou nouveau. « Nouvelle cuisine » (petits pois crus sur poisson blanc au jus de rhubarbe), « nouveaux philosophes », « nouvelle droite », « nouvelles femmes », « nouveaux pères ». Avec un septennat dans les dents, ils ont rejoint dans le tiroir du troisième âge tous les nouveaux trucs poussiéreux du temps de Pompidou.

« Mais, papa, dit familièrement la danseuse au vieux député qui lui masse la cheville, comment expliques-tu que la France achète des motos japonaises et vende des chars AMX ? »

— Va-t'en savoir, poulette, dit cet élu, prudent.

— Et pourquoi en coûte-t-il autant d'un aller et retour à Nice que d'un charter pour Boston ?

— N'y pense point, cela te fera des rides...

— ... Et comment se fait-ce que VGE parle de l'avenir dans une bergère Louis XVI, et le leader du PS, du passé dans un fauteuil de cosmonaute ?... Et pourquoi les antiquaires vendent-ils des meubles de 1945 alors que le chapeau de Mitterrand n'est même pas au musée du costume ? Et enfin, pourquoi les discours politiques ressemblent-ils à des pastiches ?

— Dis, petite, on lit le *Journal officiel* ou on s'aime ? »

Voilà une vraie question. Les leaders sont sans surprise depuis sept ans, parce que les imitateurs ont saturé le discours politique. Il n'y en a jamais tant eu : chaque grand a le sien, et ils sont très bons. Alors, forcément, quand on voit le vrai, on est déçu. Il semble imiter l'imitateur. En moins piquant.

« Tiens, si on regardait Mitterrand ou Giscard à la télé ? »

— Pas la peine, j'ai déjà vu Le Luron. »

Seuls les « petits candidats » n'avaient pas d'imitateurs, c'est pourquoi ils étaient marrants. Pas de quoi faire un numéro au gala de l'Union, mais enfin pour des amateurs... C'est le côté américain de la campagne qui fait

ça. Des slogans si simples qu'on en reste foudroyé. « *Il faut un Président à la France*. » On ne peut pas dire que c'est faux. « *Je défends la paix* » ou « *Je regarde l'avenir en face* » : difficile d'être farouchement contre.

C'est qu'en sept ans nous sommes devenus des Américains qui s'ignorent, comme les malades du docteur Knock. Le fast-food et la stéréo sur le tracteur. Prenez les derniers grands meetings : le buffet campagnard gratuit, l'orchestre de rock et la chanteuse engagée, en avant-programme dans le stade où claquent les drapeaux. Seule différence : les candidats à la Maison-Blanche, eux, distribuent des canotiers plutôt que des tracts.

Et puis, comme aux États-Unis, la morale revient : Jacques Dutronc a épousé Françoise Hardy, et le civisme relève la tête. Par exemple, dans la course de vitesse qui oppose les vandales aux poseurs de cabines téléphoniques, le ministre des PTT a tenu tête. Il a presque gagné.

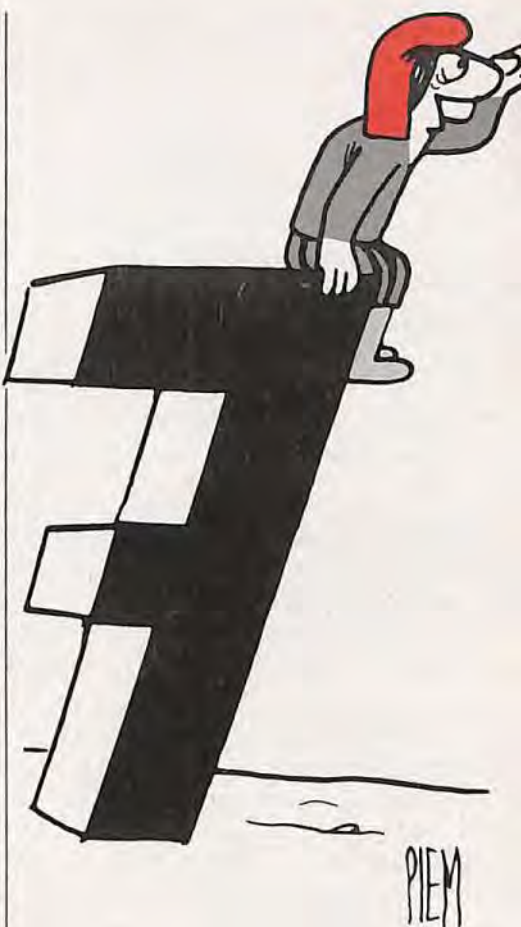
« C'est vrai que voici sept ans on avait peu de téléphones dans les rues. »

— Oui, mais il y avait aussi moins de voyous dans les rues.

— Affirmatif : il y a sept ans, je n'avais pas un fusil de chasse sous mon lit... Mais je n'avais pas non plus de magnétoscope pour pirater la cinémathèque. »

A propos, parmi ses films préférés, VGE cite dans *Télérama*, « La grande illusion », « Les enfants du paradis » et « La ruée vers l'or ». Autant dire, « L'arrivée du train en gare de La Ciotat » ou « La sortie des usines Lumière ». On voit qu'il ne sort plus beaucoup. François Mitterrand cite Bergman, Kurosawa et Comencini. Il ne doit pas rigoler tous les jours. Michel Debré, lui, avait cité « Le vieil homme et l'amer ». Normal. Et Georges Marchais, « Les enfants du paradis » et « Les temps modernes ». Cela lui ferait un sujet de conversation avec VGE. Charlot et Carné, c'est pas tout frais, mais c'est culturel...

Évidemment, personne n'ose citer « Les bidasses en folie » ou « Les peti-



tes coquines ». Pourtant, nous avons eu un riche septennat côté cinéma. Seul Chirac a cité des films récents. Exclusivement ceux de cette année : « Un mauvais fils », « Mon oncle d'Amérique » et « Le dernier métro »... Ce battant qui tapait du pied à tour de bras, comme s'il ne s'était jamais cassé la jambe, n'avait pas le temps de consulter sa mémoire. Il a juste ouvert *Pariscope*.

Bref, on regrettera aussi la campagne électorale, tout comme nous essayons une larme sur le septennat. Adieu à ces quatre-vingt-quatre mois qui entrent aux archives. Que Zeus nous épargne quatre-vingt-quatre mois de plus ! Que Mercure ne souffle pas de vilaines idées fiscales et nous fasse exporter comme des bêtes ! Ainsi soit-il !

« Au fait, pour qui avez-vous voté ? »

— Pour le meilleur.

— Lequel ?

— Regardez les affiches, mon vieux, c'est écrit dessus. »

par
JEAN SCHMITT

